

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CLUB BRETON

ORIGINE
COMPOSITION - ORGANISATION
RÔLE A LA CONSTITUANTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 janvier 1920 à 2 heures

PAR

A. BOUCHARD (M. D.)

Diplômé de l'École des Sciences politiques

Président : M.. CHAVEGRIN, Professeur

*Suffragants : { MM. CHÉNON, Professeur
MEYNIAL, Professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CLUB BRETON

ORIGINE
COMPOSITION - ORGANISATION
RÔLE A LA CONSTITUANTE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 janvier 1920 à 2 heures

PAR

A. BOUCHARD (M. D.)

Diplômé de l'École des Sciences politiques



Président : M. CHAVEGRIN, Professeur

Suffragants : } MM. CHÉNON, Professeur
MEYNIAL, Professeur

PARIS

JOUVE & C^e, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE CLUB BRETON

ORIGINE — COMPOSITION

ORGANISATION — RÔLE A LA CONSTITUANTE

CONVOCATION DES ÉTATS GÉNÉRAUX ÉLECTIONS EN BRETAGNE

Après une interruption de cent soixante-quinze ans, les Etats Généraux furent convoqués par Louis XVI en 1789.

Les Etats Généraux avaient pour principal objet de voter des subsides — et en outre de donner des conseils, lorsque le roi daignait les consulter, dans les circonstances graves comme en cas de guerre.

Au moment de leur convocation par Louis XVI, la situation du Trésor était déplorable et un grand désordre régnait dans l'administration ; d'autre part, on réclamait la réunion des Etats, surtout les Parlements, seule force contre l'absolutisme royal, soutenus par le peuple qui les regardait comme les défenseurs des libertés publiques.

Le 5 mai 1788, le Parlement de Paris formula les

lois fondamentales de la monarchie française en 7 articles, dont le second affirmait « *le droit de la nation d'accorder librement des subsides par l'organe des Etats Généraux régulièrement convoqués et composés* ».

Par un arrêté du 5 juillet 1788, Loménie de Brienne ordonna des recherches sur le mode de réunion des Etats généraux qu'un arrêté du 8 août convoqua pour le 1^{er} mai 1789. Démissionnaire le 25 août, il fut remplacé par Necker, financier habile en qui la cour mettait son espoir pour remplir le Trésor et rétablir les finances.

Le 23 septembre, le roi convoqua les Etats pour le mois de janvier, sans indiquer le mode d'élection ni la représentation du tiers.

A la suite de l'enquête ordonnée par Brienne, le tiers avait réclamé une représentation double, c'est-à-dire égale à celle de la noblesse et du clergé réunis, et naturellement le vote par tête, au lieu du vote par ordre admis d'habitude dans les Etats.

Le Parlement s'était d'abord prononcé contre le doublement du tiers. Consultés en novembre, les Notables, après un mois de laborieuses délibérations, partagèrent l'avis du Parlement, excepté le bureau présidé par le comte de Provence (futur Louis XVIII).

La Cour prit le parti du tiers état et un arrêté du 27 décembre 1788 décida que le nombre des députés du tiers serait égal à celui des deux autres ordres

réunis. Mais on avait oublié, peut-être à dessein, la question du vote, et, si le vote se faisait par ordre, à quoi servirait le doublement du tiers ?

Le 24 janvier 1789 parut le règlement général pour le mode d'élection, applicable aux 19 généralités d'élection et à certains pays d'Etats, mais quelques pays d'Etats comme la Bretagne et le Dauphiné avaient un mode de vote particulier.

D'après l'ancienne Constitution encore en vigueur en 1789, les *Etats de Bretagne*, réunis tous les deux ans, nommaient les députés aux *Etats Généraux* du royaume (1). La dernière tenue des Etats avait donné lieu à des dissensions profondes au sein de l'Assemblée et à des troubles sérieux au dehors. Le tiers avait reçu mandat de ses électeurs de faire aboutir certaines réclamations avant tout vote autre que le don gratuit. Les 47 députés du tiers, assistés de leurs suppléants et des délégués spéciaux que les campagnes avaient envoyés d'elles-mêmes pour être informées de ce qui se passait et appuyer au besoin ces députés, tinrent fin décembre à l'hôtel de ville

1. Les Etats de Bretagne comprenaient : 1° tous les nobles de la province (au nombre de 12 à 1.500, ils avaient tous droit d'entrée aux Etats); 2° les évêques des neuf diocèses et un délégué de chaque chapitre diocésain et les abbés d'une cinquantaine d'abbayes; le bas clergé n'avait aucun représentant; 3° les 47 députés du tiers état nommés par les municipalités des 42 bonnes villes de la province; les campagnes n'étaient pas représentées.

de Rennes plusieurs assemblées dont la dernière fut consacrée à la rédaction d'un cahier commun, résumé des réclamations du tiers ; c'était juste le 27 décembre, jour où l'arrêt du roi accordait au tiers une double représentation aux Etats généraux ; le *Cahier commun du tiers breton* réclamait pour les Etats de la province : 1° un nombre de députés égal à celui des deux autres ordres réunis ; 2° le vote par tête ; 3° une égale répartition des impôts entre les trois ordres.

Deux jours après, les Etats se réunissaient. La noblesse maintint impérieusement ses privilèges ; le clergé prêcha en vain la conciliation ; il y eut lutte violente à l'intérieur des Etats. Les avocats au Parlement (Toullier, Le Chapelier, Lanjuinais, etc...) intervinrent et conseillèrent la modération en faisant paraître un « Mémoire sur les moyens d'entretenir l'union entre les différents ordres de l'Etat ». Ce fut sans succès. Les Etats furent suspendus provisoirement. La lutte de la bourgeoisie contre la noblesse continua au dehors ; il y eut des bagarres et même des batailles : le sang coula. On se serait cru aux journées de mai-juin 1788, où le peuple breton, tout entier cette fois (Etats avec les trois ordres et Parlement), s'insurgeait contre le pouvoir royal qui voulait diminuer à son profit le Parlement, ce qui fit dire à Michelet : « la grande bataille de la France fut réellement soutenue par deux provinces, la Bretagne

et le Dauphiné... la Bretagne eut même quelque avance sur le Dauphiné » (1). Mais en janvier 1789, c'est le tiers breton qui lutte contre les ordres privilégiés, surtout contre la noblesse, et même contre le Parlement de Rennes qui se mit à la soutenir ; il lutte pour les mêmes principes qu'il fera triompher quelques mois plus tard aux Etats Généraux en partant du Club breton.

*Comment se firent les élections en Bretagne
pour les Etats Généraux ?*

Ne voulant pas s'associer à une élection qui ne serait pas faite, suivant la Constitution bretonne, « dans l'Assemblée nationale de la province » où chaque ordre élisait ses députés, la noblesse envoya des délégués à Versailles pour obtenir le vote dans les formes ordinaires (2). Le tiers réclamait le vote par sénéchaussées, et un nombre de représentants en rapport avec la richesse et la population du pays ; il envoya de son côté une délégation reçue à l'au-

1. Michelet, *Histoire de France*, t. XIX, p. 356 (édit. 1879).

2. Lorsque le roi de France convoquait les Etats généraux, les députés du tiers breton étaient nommés au sein des Etats provinciaux par les 47 représentants des 42 bonnes villes de la province, élus eux-mêmes par les municipalités : les bourgs et campagnes n'y participaient pas.

dience royale du 14 mars et le 16 mars paraissait le règlement spécial à la Bretagne : la noblesse et le haut clergé étaient, suivant leurs désirs, convoqués par ordre à Saint-Brieuc et le tiers nommerait 44 députés, par sénéchaussées, suivant l'art. X du règlement général, élus par tous les habitants âgés de vingt-cinq ans, compris au rôle des contributions. Six sénéchaussées (Rennes, Dinan, Ploërmel, Hennebont, Lesneven, Brest) avaient droit à 20 députés élus directement, au premier degré ; les 19 autres nommaient 24 députés, élus à deux degrés, chaque sénéchaussée étant divisée en arrondissements qui désignaient les électeurs et ceux-ci, réunis ensuite au siège de la sénéchaussée, choisissaient les députés ; certaines villes (Nantes, Lorient, Saint-Malo, Morlaix), obtinrent un député pour elles-mêmes, pris parmi les négociants ou armateurs de la cité. Le bas clergé (clergé roturier), qui n'avait pas entrée aux Etats de Bretagne, devait se réunir au siège épiscopal de chacun des neuf diocèses et nommer des députés dont le nombre serait ultérieurement fixé (à la suite du refus du clergé noble de députer, ce nombre fut de 22, la totalité des sièges qui auraient été repartis entre les deux fractions du clergé, si le haut clergé avait voté).

La noblesse et le haut clergé s'assemblèrent à Saint-Brieuc (16 avril), refusèrent de nommer des représentants et rédigèrent une déclaration où ils

affirmaient ne pas voter, parce que la Constitution bretonne était violée.

La Bretagne fut donc représentée aux Etats généraux par le tiers seulement, sous deux habits différents : la bourgeoisie et le clergé avaient des idées semblables et des doléances indentiques.

CAHIERS

Le règlement général disait : « seront lesdits députés munis d'instructions et pouvoirs généraux et suffisants pour *proposer, remontrer, aviser et consentir* tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun de nos sujets. »

C'était un plan vaste et vague.

Les cahiers de Bretagne en contenaient des propositions, remontrances et avis ! Aucune autre province n'avait exprimé tant de doléances ni exposé un programme aussi complet. Cela tient sans doute à ce que la Bretagne, étant restée un pays libre de par ses contrats d'union avec la France, avait tous les deux ans l'assemblée de ses Etats où l'on ne votait pas seulement le don gratuit et les autres contributions s'il y avait lieu, mais où l'on s'occupait également des questions administratives ; on avait l'habitude de la discussion et l'expérience des affaires

publiques. Les cahiers, dans leur rédaction finale, portaient la marque des députés du tiers aux Etats de la province (1). S'ils contenaient des *vœux exprimés généralement par le reste du royaume* (séparation des pouvoirs, responsabilité des ministres, vote par tête, droit de faire la loi et de voter l'impôt, égalité devant la loi et l'impôt, abolition de la féodalité, suppression des juridictions spéciales) ils renfermaient des instructions plus variées et des *réformes plus précises*, surtout en ce qui concerne l'organisation politique : abolition des ordres, établissement d'une *Constitution* « pacte social de la nation française dont tous les articles seront lois fondamentales du royaume », restrictions au pouvoir du roi qui aurait un droit de veto limité, la loi entrant en vigueur après un nouveau vote réunissant les deux tiers des voix (vœu de Rennes) ; réunion des Etats Généraux tous les deux ans, suppression des intendants et attribution de leurs fonctions aux Etats provinciaux qui seront chargés de l'administration intérieure de la province ; gratuité de la justice et institution d'un tribunal de paix par paroisse et d'un tribunal d'appel par province pour remplacer les anciennes juridictions ; création d'écoles dans

1. Les cahiers présentent aussi la signature des futurs députés aux Etats généraux, entre autres de Boullé, Corbion, Bourgerel, Chaillon, Legendre, Duplessis, Pellerin, Morhéry, Trégadoret et ce fut Lanjuinais qui rédigea presque entièrement celui de Rennes.

les campagnes, concours pour les chaires des collèges et universités ; constitution de chambres de commerce et de concours agricoles ; abolition des usages odieux spéciaux à la Bretagne comme ceux de motte, quevaize, domaine congéable ; la religion officielle sera la seule officielle et le clergé paiera l'impôt ; la liberté de la presse sera indéfinie, à charge pour l'imprimeur de répondre des écrits qu'il imprimera.

Les députés ont charge de *conserver soigneusement les droits et les franchises de la Bretagne*, notamment son droit de consentir en ses Etats la loi, l'impôt et tous changements dans l'ordre public de cette province (1) (Ces instructions sur le maintien formel des privilèges de la province étaient données spécialement par les sénéchaussées de Rennes, Nantes, Vannes, Guérande, Quimperlé, Carhaix, Chateaulin, Fougères et Dinan).

Les cahiers du tiers ne contenaient pas de simples réformes, mais un plan presque révolutionnaire.

Les cahiers du *bas clergé* étaient moins exigeants ; rédigés dans les assemblées diocésaines, ils réclamaient, en dehors de quelques réformes civiles et politiques, la religion catholique seule culte public avec un métropolitain pour la Bretagne, la suppres-

1. Barthélemy Pocquet, *les Origines de la Révolution en Bretagne*, t. II, p. 336.

sion de la dime remplacée par d'autres moyens d'existence, l'augmentation de la portion congrue, l'admission de tous aux dignités et postes ecclésiastiques.

Les cahiers du tiers et du clergé devaient être examinés et fondus en un seul ; un comité de 12 membres fut nommé à cet effet dans une réunion des députés du peuple de Bretagne le 2 mai, trois jours avant la réunion des Etats généraux. On ne trouve aucune trace de ce travail. La tournure des événements à l'ouverture des Etats fit sans doute abandonner cette étude pour l'examen des importantes questions qui remplirent de longues séances au Club et aux Etats : la fusion des trois ordres et la manière de voter.

PHYSIONOMIE GÉNÉRALE DE LA DÉPUTATION DU TIERS ÉTAT DE BRETAGNE

Dans cette humble contribution à l'étude d'une société, d'un club qui eut une influence considérable sur la marche de la Révolution, nous avons cru bon de consacrer quelques lignes aux faits importants qui se passèrent en Bretagne en mai et juin 1788 et de rappeler les graves événements qui se déroulèrent à Rennes à la dernière assemblée des Etats (décembre 1788-janvier 1789).

Dans le reste de la France, on était aussi dans l'attente des événements qui allaient se produire, une certaine agitation s'y manifestait ; le Dauphiné avait eu ses jours terribles (journée des tuiles). En Bretagne, l'effervescence avait été grande de mai 1788 aux élections d'avril 1789 et plusieurs fois même le sang coula ; la lutte y fut en effet très ardente contre le pouvoir royal et les ordres privilégiés, ou plutôt contre la noblesse, car on combattait seulement la noblesse ecclésiastique et non le

bas clergé (roturier) qui s'alliait volontiers au tiers, les dignités et hauts postes de l'Eglise étant réservés aux prêtres d'extraction noble.

Cette lutte fut le prélude de ce qui devait se passer à Versailles et à Paris sous la Constituante. Les hommes qui conduisirent ce mouvement réformiste en Bretagne étaient ceux qui, envoyés aux Etats généraux, feront entendre les mêmes plaintes ou soutiendront les mêmes réclamations du tiers et du peuple breton — qui sont en somme celles de la France.

La députation du tiers ne comprenait aucun membre de la noblesse ou du clergé ; le bas clergé avait profité de l'abstention du clergé noble et acquis tous les sièges réservés à l'ordre de l'Eglise pour la province de Bretagne. Dans la France entière il n'y eut que 3 curés choisis par le tiers comme représentants ; la noblesse lui en fournit près de 40, la plupart imbus de l'esprit philosophique du siècle. En Bretagne, la situation était trop tendue entre les gentilshommes et les bourgeois, et naturellement aucun noble n'eût pu obtenir les suffrages du tiers qui n'élisait même que très rarement aux Etats provinciaux des anoblis, pourtant assez nombreux en Bretagne ; il n'en admit aucun dans ses rangs pour les Etats généraux, à moins qu'il n'eût renoncé d'avance à ses privilèges nobiliaires (1) et décida

1. Quatre députés durent faire ainsi abandon de leurs privi-

qu'aucun des députés du tiers aux Etats généraux ne pourrait obtenir des lettres d'anoblissement, ce qui était logique (résolution de l'assemblée générale du tiers avant l'ouverture des Etats provinciaux, décembre 1788) (1). Sur 44 représentants aux Etats du royaume, 27 ont la particule, qui n'est pas du reste un signe de noblesse ; les fameux bourgeois de Calais l'avaient eux aussi ! Et Cottin, qui n'avait qu'un nom d'un seul mot, était un anobli, de par sa charge. Signalons en passant qu'un député avait francisé son nom, c'est Billette de Kerroc'h qui s'appela Billette de Villeroche.

La députation du tiers état comprenait 40 bourgeois et 4 cultivateurs, dont Gérard, simple laboureur (2) ; la plupart étaient des hommes de loi ; le palais et l'administration en fournissaient les deux tiers ; beaucoup avaient été précédemment membres des Etats de Bretagne, où ils avaient pris une habi-

lèges qu'ils tenaient d'une noblesse d'ailleurs très récente : Le Chapelier (Rennes) dont le père avait été anobli en 1774 (Archives nationales, B III, 37, p. 839) ; Le Deist de Botidoux, écuyer, qui fit sa déclaration à Ploermel (Arch. nat., B III, 39, p. 668) ; Cottin (Nantes), secrétaire du roi près la chancellerie du Parlement de Bretagne (Arch. nat., B III, 39, p. 441) ; Prudhomme de Kéraugan (Lesneven), lieutenant des canonnières garde-côtes.

1. Sous l'Empire, 2 devinrent cependant comtes (Lanjuinais et Defermon) et 4 barons.

2. Il y avait 17 avocats, 9 sénéchaux ou procureurs du roi, 3 maires, 10 négociants, industriels, armateurs, 4 cultivateurs, 1 médecin.

tude de la lutte et acquis une expérience des affaires qu'ils devaient apporter au Club breton et aux Etats généraux et quelques-uns comme Glezen et Le Chapelier avaient été ardemment mêlés aux troubles politiques de la province, sans faire partie des Etats.

Ils avaient donc presque tous exercé une fonction publique ou rempli un mandat politique.

Ils avaient pour la plupart combattu ensemble en Bretagne la noblesse et les privilèges et soutenu soit aux Etats, soit auprès du roi vers lequel les municipalités ou les corporations en avaient délégué plusieurs, les intérêts et doléances du peuple breton.

Hommes instruits, expérimentés, connus dans leur profession, jouissant de l'estime générale, ces députés étaient pénétrés de la situation de la province et de leur ordre dont ils connaissaient les besoins et partageaient les espérances. On peut affirmer qu'ils eurent dès le début une situation prépondérante au sein du tiers état et le président Bailly rend hommage à leur ardeur et à leur ténacité : « il faut se figurer le local, dit-il ; une grande table s'étendait dans la largeur de la salle ; j'avais en face de moi tous ceux qui demandaient les voix, au nombre de trois à quatre cents, parmi lesquels étaient les braves Bretons, les plus courageux, les plus fermes, mais aussi les plus chauds des députés des communes (1) ».

1. *Mémoires de Bailly*, t. I, p. 153.

Les uns exercèrent une grande autorité sur la Constituante et s'y révélèrent hommes de talent et d'action, comme Glezen, Lanjuinais et surtout Le Chapelier ; d'autres y eurent une influence moindre, quoique manifeste ; quelques-uns passèrent sans éclat et disparurent de la scène avec l'assemblée elle-même ; tous furent d'honnêtes gens et Dubois-Crancé les représente comme incorruptibles.

FORMATION ET COMPOSITION DU CLUB

Les députés du tiers breton aux Etats généraux, déjà frères d'armes par leur lutte commune aux Etats provinciaux contre la noblesse soutenue par le haut clergé furent d'autant plus portés à se réunir à Versailles en dehors de l'Assemblée qu'ils avaient déjà pratiqué à Rennes, en dehors des Etats, ce système très fécond en heureux résultats.

Longtemps avant l'ouverture des derniers Etats provinciaux, la ville de Vannes entre autres avait enjoint à ses députés « de se rendre au lieu où se tiendront les Etats dix jours avant leur ouverture, et de se concerter avec les députés des autres villes pour la rédaction des actes et mémoires nécessaires, utiles à la défense des vrais intérêts du tiers état ». Huit jours avant la tenue, les 47 députés du tiers se réunirent donc à l'hôtel de ville de Rennes ; les agrégés ou suppléants se joignirent à eux, ainsi que 150 délégués des paroisses et corporations, nommés par elles pour leur transmettre les décisions et les actes des Etats et même seconder les députés si c'était

nécessaire. On y rédigea le 27 décembre 1788 la fameuse déclaration déjà mentionnée et qui renfermait les déclarations impératives du tiers. « Les délégués jouaient auprès des députés le rôle que les tribunes devaient jouer plus tard auprès des membres de l'Assemblée nationale (et encore plus de la Convention). Il les stimulaient, les aiguillonnaient et au besoin les intimidaient. *Toutes les questions étaient discutées dans ces réunions préparatoires* et résolues à la pluralité des voix : ces décisions s'imposaient aux députés du tiers qui se trouvaient liés à l'avance. Quelques-uns cependant protestèrent contre ce mandat impératif » (1).

Ce mode de réunion était en somme sanctionné par le roi, puisque les députés en double, nommés par les habitants des 42 bonnes villes de la province après l'arrêté du 20 janvier 1789, étaient autorisés à se rencontrer à l'hôtel de ville de Rennes avec les députés en titre des municipalités de ces mêmes villes, pour y tenir des séances où « on pouvait s'y concerter sur les propositions qui pourront être faites aux Etats relativement aux plaintes et aux intérêts du tiers état de Bretagne ».

Le pli était donc pris en quelque sorte en Bretagne et les députés du tiers se réunirent ainsi tout naturellement à Versailles.

1. Barth-Pocquet, *les Origines de la Révolution en Bretagne*, t. II, p. 170.

En outre, beaucoup avaient reçu mandat de s'assembler et de combiner leurs efforts, aux Etats du royaume ; certaines députations, en effet (St-Brieuc, Quimper, Rennes, Ploermel) étaient tenues de se *communiquer* les unes aux autres *leurs cahiers et d'étudier ensemble* les moyens d'assurer le bien-être général et celui de la province de Bretagne en particulier : Quimper, avait formellement ordonné à ses députés de prier leurs autres collègues de la province de se joindre à eux.

D'ailleurs, beaucoup se connaissaient déjà et peut-être même avaient-ils résolu de fonder un comité dès avant de quitter leur pays pour Versailles ; cette méthode leur avait réussi aux Etats provinciaux ; pour conserver leur unité ils se groupèrent à Versailles comme ils avaient fait à Rennes, et là aussi leur cohésion fit leur force.

Enfin, ils étaient *heureux de se retrouver ensemble*, un peu comme chez eux, presque en famille, surtout au début de ces grandes assises nationales, avant d'avoir pris contact avec les députés des autres provinces, ce qui ne devait pas tarder.

Les représentants du clergé breton, bas clergé, firent-ils partie du Club et à quelle époque ?

En Bretagne, le clergé s'était montré ami des réformes et même partisan ardent, ce qui faisait dire à M. de Thiard, gouverneur de la province, écrivant à Necker le 5 février 1789 : « les curés prêchent et

proclament en chaire la nécessité de s'unir aux défenseurs du tiers ». Seuls à Versailles, c'est-à-dire sans abbé, évêque ou supérieur hiérarchique, ils étaient entièrement libres et sans contrainte aucune.

Il est probable qu'ils étudièrent les cahiers de Bretagne avec les députés du tiers pour résumer en un seul les vœux et doléances du peuple comme du clergé ; en effet, Delaville-Leroulx écrit dans une lettre du 3 mai : « Dans l'assemblée provinciale des députés de Bretagne, on va faire la concordance des cahiers des députés laïcs et des députés ecclésiastiques et fondre le tout en un seul cahier. » Un comité de 12 membres fut nommé dans ce but et on ne prononce pas les mots de clergé, prêtres ou députés du clergé et *les Affiches de Rennes* racontent, suivant une lettre des députés de Rennes du 3 mai, que ces commissaires furent nommés à une réunion des « députés du peuple de Bretagne », c'est-à dire du tiers seulement, semble-t-il ; dans ces mêmes *Affiches de Rennes*, une lettre de Versailles du 1^{er} mai contient en effet l'information suivante : « les députés du *peuple et du clergé* du second ordre de Bretagne s'occupent d'un mémoire en réponse aux protestations et déclarations du clergé et de la noblesse arrêtées à Saint-Brieuc ». Cela montre bien que le mot peuple ne comprend pas les curés (1).

1. Kulmann, *Influences de la députation bretonne sur la Révolution française*, p. 37.

Du reste, les travaux de rédaction du cahier unique furent vite abandonnés ; des questions d'un intérêt plus général et plus immédiat comme la réunion des trois ordres et la manière de voter allaient absorber l'activité du Club. La réponse à la déclaration de Saint-Brieuc fut même reportée au moment où l'on vérifierait les pouvoirs de la députation de Bretagne.

Dans les écrits contemporains (lettres de députés, correspondances de bureaux, publications diverses) relatifs au Club breton, on ne trouve aucune mention de la participation des membres du clergé à ses travaux ou à ses débats et une seule allusion à leur entrée dans ce comité, sous la plume d'Alexandre de Lameth qui écrit cette phrase : « presque tous les curés bretons avaient suivi au Club les députés du tiers. » Ils n'y vinrent sans doute qu'après la séance du Jeu de Paume ou la fusion des trois ordres (27 juin).

A la date du 16 juin, les députés de Saint-Brieuc écrivent au bureau de cette ville qu'ils n'entendent pas parler d'eux et le 22 mai Boullé nous fournit un renseignement précieux : « nos demeures sont éloignées, et, comme nos assemblées ne se tiennent pas dans le même lieu, nous nous voyons rarement ». Les députés du clergé breton habitaient deux par deux et par diocèse dans le quartier Saint-Louis, tandis que le tiers avait choisi le quartier Notre-Dame où se trouvait du reste le siège du Club. Mais

de quelles assemblées parle Boullé ? Les assemblées des ordres se tenaient dans des chambres séparées, excepté pour les séances royales ; chaque ordre avait sa salle et celle du tiers était la salle des Etats ; s'il s'agit d'assemblées, de réunions particulières au clergé breton, nous ignorons leur siège. Il y en avait cependant quelquefois et le *Bulletin de la correspondance de Rennes*, le 16 juin, en mentionne une : « nous nous étions réunis dimanche, nous tous, curés bretons » pour décider s'il fallait accepter l'invitation du tiers de se joindre à lui et Loaisel, curé de Redon, député du diocèse de Vannes, déclara que quoi qu'il arrivât, il se rendrait à la chambre générale du tiers.

C'est une nouvelle preuve qu'il ne faisaient pas partie du Club à cette époque, car les séances d'alors avaient surtout pour objet la réunion des privilégiés au tiers, et les curés bretons n'auraient eu aucune raison de délibérer sur un tel sujet en dehors du Club. S'ils y sont entrés dans la suite, leur rôle y fut assez effacé, comme à l'Assemblée nationale, à part Expilly, député du diocèse de St-Pol (1) ; plusieurs du reste démissionnèrent dès août 1789.

Le Club fit de bonne heure des recrues en dehors des représentants de la Bretagne. — L'autorité aux Etats de son fondateur Le Chapelier, la cohésion et

1. Expilly, rédacteur de la Constitution civile du clergé, élu évêque du Finistère en novembre 1790, guillotiné le 24 mai 1794 à Brest.

l'influence de ce groupe déjà nombreux, la compétence dont ses membres firent preuve dès les premières séances des Etats généraux engagèrent d'autres députés à solliciter leur admission ; quelques-uns y vinrent chercher non seulement des lumières, mais des voix, acquises d'avance, qui constituent un sérieux appoint au moment du vote ; d'autres, — les plus nombreux — y voyaient un lien et une force pour combattre plus énergiquement l'action souvent corruptrice de la Cour et déjouer ses intrigues. « Les autres députations, écrit Dubois-Crancé, étaient presque toutes divisées. La Cour n'épargnait à leur égard aucun moyen de corruption. D'abord elle s'était attachée à séduire les principaux orateurs : argent, promesses, diners, tout fut employé et la minorité comptait déjà dans ses rangs plus de cent déserteurs de la cause populaire, lorsque j'allai me présenter au Club breton (1). » A quel moment fut-il admis ? Nous n'avons pu nous procurer aucun renseignement, ce serait important de le savoir ; la date du 10 juin paraît la plus probable ; Lanjuinais présidait ce jour-là. En se présentant, il exprima le même désir d'admission pour d'autres collègues : « je suis porteur, dit-il, de paroles des députés de plusieurs bailliages ; je ne doute pas que tous les bons citoyens, défenseurs de la même cause

1. Dubois-Crancé, *Analyse de la Révolution française*, p. 49.

que nous, ne s'empressent d'accepter avec reconnaissance une carte d'entrée dans vos conférences. » Lanjuinais accepta cette proposition et « alors le Club breton devint celui de tous les députés reconnus pour être les défenseurs de la cause du peuple. » On s'inquiète désormais à la cour de ce qui se passe au Club ; on y trouve des caractères, des volontés et une activité fébrile de ses principaux membres qui dirigent aux Etats la résistance contre les ordres privilégiés et réclament l'égalité par la fusion des trois ordres.

A l'époque de l'admission de Dubois-Crancé et de ses amis, les *représentants du Dauphiné* étaient déjà membres du Club depuis un certain temps ; ils venaient de cette province qui, en mai 1788, avait vigoureusement résisté à l'arbitraire royal et dont la noblesse et le clergé avaient assez facilement accordé au tiers, aux Etats provinciaux, de juillet 1788, la double représentation, exemple invoqué par le tiers breton dans sa lutte contre les ordres privilégiés aux Etats de Bretagne. Il semble que ces députés vinrent au Club dès sa fondation, peut-être même furent-ils invités par leurs collègues bretons ; c'est là que Barnave se lia avec les deux frères Lameth et Adrien Duport. *Barnave*, jeune député de vingt-huit ans, rempli d'ardeur pour les idées nouvelles, devint bientôt l'adversaire de Mirabeau quand celui-ci se tourna du côté de la cour ;

lui-même du reste, au retour de Varennes d'où il avait ramené Louis XVI, embrassa le parti du roi. *Mounier*, moins brillant que Barnave, plus expérimenté, empêcha au 20 juin le transfert à Paris du siège des Etats, décidé la veille au Club breton, en proposant aux députés de ne pas se séparer avant d'avoir donné une Constitution à la France ; en ce faisant, il manquait au moins de discrétion envers le Club ; président de la Constituante fin septembre, il donna sa démission de député après les journées d'octobre et se retira en Dauphiné ; il se rallia à Bonaparte qui le nomma préfet d'Ille-et-Vilaine en l'an XII.

Le Club reçut aussi des députés d'autres provinces (Anjou, Franche-Comté, etc.). *La Reveillère-Lépeaux*, membre du comité de la Constitution en juillet, eut un rôle important, surtout à la Convention et sous le Directoire dont il fut membre du Comité exécutif (il avait été l'élève d'un prêtre breton dont il garda d'ailleurs toujours un bon souvenir). *Volney*, député d'Anjou, qui avait participé à Rennes à la lutte du tiers état contre la noblesse, passa au Club, sans grand éclat.

L'abbé Grégoire fut le seul membre influent de l'ordre du clergé parmi les adhérents du Club breton, dont il fit partie de bonne heure et se montra un membre zélé ; dans ses Mémoires il nous indique la tactique habile employée pour faire voter les projets

déjà adoptés précédemment au Club ; au 4 août, il demanda la suppression des privilèges ; il fut toujours ardent adversaire du pouvoir royal.

L'abbé *Sieyès* représentait le tiers état de Paris ; il fut un des trois prêtres nommés députés par l'ordre du tiers ; membre du Club pendant quelque temps, Boullé le considère comme un homme rempli des vrais principes du droit naturel et du droit public ; le 15 juin il fit au Club la proposition que le tiers, après la vérification des pouvoirs, s'appelât l'Assemblée des représentants vérifiés et connus, motion qu'il déposa le lendemain à l'Assemblée ; quelque temps après il quitta le Club qu'il trouvait trop révolutionnaire.

Mirabeau, le grand orateur de la Révolution, qui personnifia la résistance à la Cour .. jusqu'à sa conversion, adhéra assez tôt au comité formé par ceux qui, aux Etats de Bretagne, avaient commencé la résistance au pouvoir et combattu les ordres privilégiés ; c'est à ses principaux chefs (Le Chapelier, Barnave, *Sieyès*) qu'il confia les grandes lignes du plan de révolution qu'il avait conçu ; il est probable qu'il soumit d'abord à l'étude et à l'approbation du Club quelques-unes des nombreuses motions qu'il devait ensuite développer à la Constituante. *Bouché*, député comme *Mirabeau* de la sénéchaussée d'Aix, avait suivi son collègue chez les Bretons.

Pétion assistait quelquefois aux séances du Club ;

là aussi *Robespierre* écoutait et observait comme à l'Assemblée, en se réservant de jouer plus tard un rôle de tout premier ordre.

La noblesse était représentée au Club par le marquis de Lacoste, ancien officier très libéral et même avancé, que le bailliage de Charolles avait envoyé aux Etats généraux ; parmi les nobles citons encore les deux frères de Lameth (Alexandre et Charles) qui avaient pris part à la guerre de l'Indépendance américaine, ils représentaient l'un la Picardie, l'autre l'Artois aux Etats généraux ; *Charles de Lameth*, un des gentilshommes d'honneur du comte d'Artois (futur Charles X), ennuyé des sarcasmes du prince sur sa façon de penser, lui remit vers le 20 juin sa démission qui fut acceptée ; quelques jours après il venait au Club. *Alexandre de Lameth* nous a laissé une *histoire de l'Assemblée constituante* où nous avons trouvé quelques renseignements utiles.

Le *duc d'Aiguillon* fut un des premiers adhérents du Club dont il devint président. C'était le fils du duc d'Aiguillon, ancien gouverneur de Bretagne, dont le despotisme administratif souleva contre lui les Etats et le Parlement de Bretagne ; par sa mère, il était petit-fils du comte de Plélo, le héros de Dantzig, dont il pouvait plutôt se recommander que de son père auprès des députés bretons ; député de la noblesse pour la sénéchaussée d'Agen, il adopta vite les idées libérales ; il présida au Club la séance du

19 juin, une des plus nombreuses et des plus importantes ; président du comité des finances à la Constituante, comité établi le 12 juillet à la demande de Le Chapelier, le duc d'Aiguillon fit d'abord connaître au Club le 3 août sa proposition sur les Droits féodaux dont il conseilla le lendemain l'abandon à l'Assemblée « au nom de la saine philosophie et de la réorganisation de l'Etat ».

Le Club comptait donc des membres des trois ordres ; la fusion s'était opérée dans son sein avant de s'opérer aux Etats généraux.

Parmi les membres du Club breton dont il est considéré comme le fondateur et dont il fut le premier président, *Le Chapelier* mérite une étude particulière (1).

Il se fit d'abord remarquer, à la fin de 1788 pendant les derniers Etats de Bretagne, en collaborant avec Lanjuinais à la rédaction du « Mémoire des avocats au Parlement de Bretagne sur les moyens d'entretenir l'union entre les différents ordres de l'Etat » ; on y réclamait l'égale répartition des impôts, une plus juste représentation du tiers en rapport avec le chiffre de la population, et on maintenait le vote par ordre seulement dans les questions

1. Le Chapelier (Isaac-René-Guy) naquit à Rennes, le 12 juin 1754 : il était fils de Guy Le Chapelier, sieur du Plessis, avocat à Rennes et de Madeleine Chambon de la Jariais ; il fut exécuté à Paris le 22 avril 1794.

de subsides et impôts demandés à la province par le pouvoir royal, en accordant toutefois le droit de veto à chaque ordre. Cette solution ne fut adoptée ni par les classes privilégiées ni par le parti avancé. La division continua au sein des Etats et les troubles au dehors. Il fallut suspendre indéfiniment les Etats le 1^{er} février 1789 et les passions politiques furent loin de se calmer, au contraire elles s'exaltèrent : on préparait les élections aux Etats du royaume.

Le Chapelier fut très ardent à combattre les privilèges et à réclamer des réformes.

Nommé député du tiers par la sénéchaussée de Rennes, il devint un des orateurs les plus remarquables et des hommes les plus influents de l'Assemblée constituante. Il déposa et fit adopter beaucoup de motions dont la plupart avaient été soumises préalablement aux délibérations du Club. C'est ainsi que le 13 mai il proposa d'inviter les ordres privilégiés à se joindre au tiers pour la vérification des pouvoirs. Il fut l'un des premiers à réclamer pour les Etats le pouvoir législatif que le tiers s'attribua le 17 juin ; il fut chargé avec Barnave et Bergasse de rédiger l'adresse au Roi pour lui faire connaître la constitution du tiers en Assemblée nationale.

Le 8 juillet, il lit une adresse de la Ville de Rennes qui assure l'Assemblée de son dévouement ; le 25 juillet, il défend la légalité des élections de Bretagne attaquée par la noblesse, le haut clergé et le Par-

lement de Rennes, et la députation bretonne est validée à l'unanimité.

Elu secrétaire de l'Assemblée constituante le 3 juillet, Le Chapelier en fut nommé président le 3 août ; Thouret avait d'abord été choisi, mais il démissionna, par peur, dit-on, et parce que l'élection de Le Chapelier avait été décidée au Club breton avec Mirabeau. Devenu le troisième président de la Constituante (après Bailly et le duc de Liancourt), Le Chapelier dirigea les débats de la fameuse nuit du 4 août, nuit d'enthousiasme et de sacrifices patriotiques, où il réclama le droit de présenter lui-même la renonciation de la Bretagne à ses privilèges. C'était pourtant contraire au mandat qu'avaient reçu plusieurs députés bretons et spécialement les députés de la sénéchaussée de Rennes. Quelques semaines plus tard, Le Chapelier s'excusa timidement d'avoir sacrifié les prérogatives de la province, lors du débat relatif au Parlement de Bretagne accusé de désobéissance à certains décrets de l'Assemblée qu'il considérait comme violant la Constitution bretonne.

Dans la discussion du veto, Le Chapelier se conforma davantage aux indications nouvelles qui venaient de la Bretagne.

Lorsque le Club breton se fut transporté à Paris après les journées d'octobre et transformé en Club des Jacobins, Le Chapelier continua d'en être un des membres les plus fidèles, de même que ses inter-

ventions à l'Assemblée furent nombreuses, mais son autorité y diminuait. Mentionnons cependant la célèbre loi du 14 juin 1791 qui porte son nom et qui interdit la coalition dans les métiers comme attentatoire à la liberté et aux droits de l'homme ; la Révolution refusait le droit de grève et manifestait ainsi son individualisme.

Les exagérations du Club des Jacobins finirent par déplaire à Le Chapelier qui, après la fuite de Varennes, alla rejoindre aux Feuillants Bailly et les frères Lameth. Déplorant l'autorité de plus en plus grande des clubs sur le pouvoir, il fit adopter, lui, le fondateur du premier club politique influent, un décret par lequel les associations de citoyens ne pouvaient avoir de but politique ni exercer d'influence sur les actes du pouvoir public, par des pétitions, députations ou autrement ; ce décret, voté la veille de la clôture de la Constituante, resta du reste sans application.

Glezen, avocat à Rennes, avait soutenu une lutte violente contre la noblesse en Bretagne ; membre de la municipalité de Rennes, il fut nommé représentant du tiers aux Etats généraux et devint un des premiers présidents du Club breton. Il prit souvent la parole à l'Assemblée, notamment le jour de la discussion de l'élection des députés bretons et il collabora d'une façon particulière à la Déclaration des Droits de l'homme.

Le nom de *Lanjuinais*, également avocat à Rennes et professeur de droit, doit être associé à ceux de Le Chapelier et Glezen dans la lutte contre la noblesse bretonne et ses privilèges. A l'Assemblée constituante il n'eut d'abord qu'un rôle effacé ; il se montrait surtout hostile à la noblesse dont il demanda la suppression pour en faire partie plus tard, sous l'Empire ! Membre du Comité des affaires ecclésiastiques, il eut une attitude flottante à propos des biens du clergé. Le 7 novembre 1789, il fit adopter une proposition d'après laquelle aucun membre de l'Assemblée ne pourrait occuper de place dans le Gouvernement que trois ans après la fin de la Constituante ; c'était une mesure déplorable.

Coroller du Moustoir, Procureur du Roi, député du tiers pour la sénéchaussée d'Hennebont, fut un membre actif du Club breton. Après la validation de la députation bretonne, il fit inviter par l'Assemblée la noblesse à élire ses députés. Membre de la Société des Jacobins, il en était président le jour de la clôture de la Constituante.

Blin fut le seul médecin parmi les représentants bretons ; député de la sénéchaussée de Nantes, il eut des idées très avancées ; il assistait assidûment aux séances du club, et à l'Assemblée il prit une part active aux discussions de la Constitution.

L'admission au Club était facile pour les députés franchement patriotes. A l'époque du 20 juin, le

nombre des adhérents devait atteindre deux cents ; en effet, la veille de ce jour, il se tint une réunion fameuse, non seulement par le chiffre des assistants (150) mais aussi par l'importance des résolutions qui y furent prises ; le lendemain avait lieu la célèbre journée du Jeu de Paume.

C'était une période de grande activité au Club qui attirait à lui les libéraux de la noblesse et même du clergé et se préparait aux suprêmes combats pour la liberté et la conquête du pouvoir législatif.

Le Club breton ne resta donc pas limité à la Bretagne, ni au tiers, ni même aux députés. D'après le conventionnel Dulaure, il y eut aussi des *affiliés* qui n'étaient pas membres de la Constituante ; parmi eux citons *Bertrand de Molleville*, ancien intendant de Bretagne qui exerçait ses fonctions au moment des troubles de mai et juin 1788.

Condorcet prétend qu'on envoya même de Bretagne des délégués pour être affiliés.

Ces simples affiliés n'eurent pas, dans les délibérations et les décisions du Club, l'influence qu'avaient exercée les délégués des communes et corporations dans les réunions préparatoires de Rennes (fin décembre 1788) et encore moins l'autorité et même le despotisme qu'exerça plus tard le peuple à la Société des Jacobins sous la Législative expirante et sous la Convention.

ORGANISATION INTÉRIEURE RAPPORTS AVEC L'ASSEMBLÉE, LA FOULE L'ARMÉE, LES ÉLECTEURS

Le Club avait-il une organisation réelle ? avait-il un bureau avec président, secrétaire et assistants ? Quelle était la durée de leurs fonctions ? On ne sait rien là-dessus, si ce n'est qu'il y avait un *président*, nommé sans doute au début pour quinze jours, comme le président de la Constituante. Le premier président fut Le Chapelier, un des fondateurs de ce comité ; Lanjuinais le devint aussi et il était en fonctions le jour où Dubois-Crancé sollicita son entrée ; le 19 juin, le duc d'Aiguillon préside cette fameuse séance où d'importantes résolutions furent prises pour le lendemain (1) et le 1^{er} juillet il occupe encore le fauteuil présidentiel (si fauteuil il y avait) ; Glezen dut succéder au duc d'Aiguillon, car, d'après Montjoie, il dirigeait les débats du Club breton au

1. Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution*, t. II, p. 36.

moment des troubles des premiers jours de juillet.

Le secrétaire, s'il y en eut, a malheureusement négligé de laisser des procès-verbaux qui eussent présenté la plus incontestable utilité ; il est probable qu'il n'en fut jamais nommé et qu'aucun compte rendu officiel des séances ne fut rédigé ; les membres du Club mettaient eux-mêmes individuellement leurs électeurs au courant des conversations et des débats qui s'y tenaient et des décisions prises, et c'est leur correspondance avec leurs commettants de Bretagne qui nous a fourni le plus de documents.

Les *séances* paraissent avoir été secrètes, au moins pendant un certain temps, puisque Dubois-Grancé nous rapporte que la Cour, inquiète de ce foyer d'opposition, y envoyait sans doute des émissaires, des faux-frères, « mais comme nous ne faisions rien que ce que nous eussions fait, sans scrupule, en place publique, nous attachions peu d'importance à cet espionnage ».

S'il n'y avait ni bureau ni hiérarchie, il y avait des chefs intellectuels qui prenaient la parole au sein du Club, y développaient leurs arguments et apportaient ensuite à la tribune de l'Assemblée les propositions adoptées au Club et ces orateurs étaient vigoureusement soutenus par les applaudissements et le vote unanime de leurs collègues du comité. C'étaient Mirabeau, Sieyès, Barnave, Le Chapelier, Glezen, Lanjuinais, Grégoire, les deux Lameth.

Dans l'*Assemblée*, les membres du Club, « les sèides de tous ces Mahomet », comme les appelle Montjoie, circulaient dans les groupes, applaudissaient, faisaient voter dans leur sens et eux votaient en bloc, avec un ensemble remarquable. L'abbé Grégoire nous dévoile ce qui fut résolu au Club la veille au soir de la séance royale du 23 juin : « il fut convenu qu'avant l'ouverture de la séance nous circulerions dans les groupes de nos collègues pour leur annoncer ce qui allait se passer sous leurs yeux et ce qu'il fallait y opposer... la particule *on* a une force magique ; nous dirons : voilà ce que doit faire la cour, et parmi les patriotes *on* est convenu de telles mesures... *on* signifie 400 comme il signifie 10. L'expédient réussit (1) ».

Voilà la tactique des membres du Club dans l'*Assemblée*.

Si la *Cour* cherchait à connaître les desseins du Club, celui-ci était informé de ce qui se passait à la cour. « Ce Club breton, dit Bertrand de Molleville, était initié dans tout ce qui se faisait ou se disait à la cour, et cette espèce de police qui pénétrait jusque dans la pensée du roi concourait, merveilleusement au succès des mesures qu'on prenait contre elle... On avait des espions jusque dans le château. »

1. Grégoire, *Mémoires*, p. 380.

Dans ses moyens d'action, le Club ne négligea pas *la foule*, ce facteur important des révolutions.

L'opinion publique était inquiète les premiers jours de juillet 1789, comme le tiers lui-même, en voyant amasser autour de Paris et Versailles 30.000 hommes de troupes menaçant les députés et le peuple. Le Club breton, « le Club de tous les députés reconnus pour être les défenseurs de la cause du peuple » était très populaire et les Bretons « ces aînés de la liberté », suivant l'expression juste et heureuse de Michelet, furent toujours bien accueillis de la foule, lorsqu'ils vinrent soit comme délégués des Etats ou des communautés réclamer auprès du roi, soit comme envoyés du peuple breton, pour assister par exemple à la fête de la Fédération. Aux premiers jours de juillet, le Club tenta de soulever le peuple contre les troupes assemblées autour de la capitale et dont plusieurs régiments étaient composés de mercenaires. Il tourna en dérision auprès du public les hommes du parti de la cour : « Jouant sur le mot aristocratie, qui était déjà le cri de ralliement des factieux, écrit Montjoie, ils disaient de M. d'Eprémesnil que c'était un aristocrate, d'un autre qu'il était aristocrâne, d'un troisième que c'était un aristocroc, d'un quatrième que c'était un aristocruche (1) ».

1. Montjoie, *Histoire de la Révolution française*, 2^e partie, p. 154.

Au moment de la disgrâce de Necker (11 juillet), dont le renvoi ne pouvait que nuire à la cour, ils se montraient contents et se félicitaient de l'augmentation des troubles qui en résultait ; ce jour-là ils firent afficher des placards facétieux dans les rues de Paris et l'un d'eux était ainsi conçu : « Charge de grand-maitre de cérémonies à vendre. S'adresser à Mme de Brézé. » Ce fut le seul cas où ils usèrent du droit d'affiche, dont on abusa tant plus tard, en 1791, dans les autres clubs.

Quant au droit de pétition, si employé également par les Cordeliers et par les Jacobins après la scission d'avril 1790 qui détacha les fondateurs et la plupart des députés, lesquels fondèrent alors le Club de 1789, le droit de pétition ne servait de rien aux Bretons qui avaient à leur disposition la tribune de l'Assemblée.

L'armée est la principale force sur laquelle comptent les gouvernements comme les rois pour réprimer les émeutes, faire les coups d'Etat ou mater les révolutions naissantes. L'armée, appui le plus sérieux de la cour jusque-là, était travaillée par l'indiscipline et aussi par la délation. Les troupes étrangères, assez nombreuses, toujours détestées du peuple, formaient en juillet 1789 une grosse partie des régiments appelés autour de Versailles et de la capitale (Royal allemand, Royal suédois, Suisses) ; les troupes françaises avaient pour chefs des colonels qui étaient

souvent en même temps propriétaires de leurs régiments. D'un autre côté, les grades supérieurs étaient presque tous réservés à la noblesse et peu d'officiers sortaient des rangs du tiers. La noblesse de la cour, la noblesse de l'Assemblée, la noblesse de l'armée se donnaient la main, et le tiers, par esprit de lutte contre l'aristocratie, encourageait l'indiscipline dans l'armée et la révolte contre les chefs nobles. Montjoie fait dire à l'un des membres du Club breton : « Je suis d'un espèce de comité qui a entretenu correspondance avec tous les régiments de l'armée pour les encourager à la défection. » Il est peut-être bon de ne pas ajouter trop de foi à une semblable assertion sortie de la plume d'un auteur partial comme Montjoie.

Les députés de Bretagne étaient en relations avec leurs électeurs par les *bureaux de correspondance*. Sous l'ancien régime, les Etats de la province avaient des députés en Cour qui s'occupaient à Versailles des intérêts de la Bretagne et transmettaient aux Etats les résultats de leurs démarches. Aux Etats généraux, à l'Assemblée constituante, les députés représentaient le pouvoir législatif et se trouvaient tout près de l'exécutif, du roi et du gouvernement, et ils tenaient leurs commettants au courant de ce qui se disait et se faisait à l'Assemblée ou au Club.

Les bureaux de correspondance en rapport avec les députés bretons membres du Club nous sont seuls

connus ; pour être à même de citer ceux qui pouvaient exister entre les députés des autres provinces, également du Club, et leurs électeurs, il eût fallu lire les ouvrages parus sur ces législateurs, ou dépouiller les archives des principales villes dont ils étaient les représentants. Nous connaissons les 19 lettres de Mirabeau à ses commettants, elles sont d'un intérêt bien relatif pour l'objet de cette étude.

Ces bureaux de correspondance n'étaient pas une nouveauté en Bretagne ; beaucoup avaient été institués au moment des troubles de mai-juin-juillet et août 1788, surtout après le rejet par le roi des pétitions des délégués bretons ; ces bureaux étaient chargés de correspondre avec les députés en cour afin de connaître les événements politiques ; ils se généralisèrent à la fin de 1788.

Notons ces lignes attribuées à Condorcet : « dès que Le Chapelier l'eût établi (le Club breton), toutes les petites villes de Bretagne en fondèrent de semblables et envoyèrent à Paris des députés pour être affiliés, comme autrefois on se faisait recevoir chevalier par le plus brave gentilhomme de la province. » Nous n'avons pas trouvé trace de formation de Clubs à cette époque en Bretagne ; peut-être Condorcet confond-il avec les groupes d'électeurs chargés de la correspondance avec les députés à Versailles, ou encore avec les Clubs, fort nombreux en Bretagne comme dans tout le reste de la France, qui

se formèrent en 1790 et 1791, à l'instar du Club des amis de la Constitution et la plupart affiliés au Club des Jacobins.

Les bureaux de correspondance, en rapport avec les députés de la Constituante, informaient les villes bretonnes des événements de Versailles et de Paris que lui communiquaient les députés et ils tenaient ceux-ci au courant de la situation en province (1). Ces bureaux avaient généralement un bulletin, rédigé par deux ou trois secrétaires qui y inséraient les lettres des députés à la sénéchaussée et tous les faits politiques de Paris ou de la région parvenus à leur connaissance ; les débats de l'Assemblée y étaient généralement résumés ; les séances du Club breton y étaient reproduites et ce fut une des principales sources de nos informations pour notre sujet.

Le Bulletin des correspondances réunies du diocèse et de la sénéchaussée de Rennes tenait ses lecteurs presque journellement au courant des séances des Etats généraux et de la Constituante depuis le 5 mai 1789 ; il nous a fourni des renseignements assez nombreux sur les travaux du Club. Il envoya même ses deux secrétaires MM. Quéru de la Coste et Dubourg (du clergé) avec MM. Gohier, Codet et Sevestre, délégués de la ville de Rennes, remettre à Ver-

1. Barth. Pocquet, *les Origines de la Révolution en Bretagne* t. II, p. 332.

sailles une adresse à l'Assemblée vers le 20 septembre.

A Lorient, le 7 mai 1789, il y a séance du Conseil à laquelle ont été appelés les représentants des corps et corporations et communautés qui ont désigné les 18 électeurs, « dans le but de nommer des commissaires pour correspondre avec M. Delaville-Leroux, député aux Etats généraux ; 12 commissaires sont nommés dans ce but ; ils sont chargés de correspondre avec M. Delaville-Leroux et avec tous autres députés qu'ils jugeront à propos pour le bien de la chose, pour la correspondance être communiquée à tous les habitants de la ville qui désireront la connaître. »

Les archives municipales de cette ville nous apprennent encore qu'après la réunion des trois ordres (27 juin), la communauté s'assembla extraordinairement le 1^{er} juillet à la suite des heureuses nouvelles reçues ce jour de son député aux Etats généraux.

Les députés étaient également chargés par les villes principales de leurs sénéchaussées de présenter ou de lire à l'Assemblée des *félicitations*, des *encouragements*, des *pétitions*, à l'occasion des journées mémorables, des votes importants, etc... (Rennes, Nantes, Ploermel, Auray, Quimper, etc...) Le député de Ploermel, Perret de Trégadoret, présente le 1^{er} juillet 1789 une délibération de la municipalité de Ploermel qui « assure l'Assemblée de son dévouement

entier et déclare qu'elle regardera les violences auxquelles elle pourrait être en butte comme faites à la nation (1). »

Au moment de la discussion du veto, la ville de Rennes adressa à ses députés un arrêté conçu en termes violents et même injurieux à l'égard de ceux qui accorderaient au roi le droit de *veto* ; sa lecture au Club et à la Constituante provoqua des discussions orageuses et de justes critiques ; il fut la cause de divisions profondes et regrettables parmi les membres de la députation bretonne.

Parfois ce sont des *délégations* de Bretagne que le Club reçoit et qu'il présente à l'Assemblée ; le 7 juillet des Nantais furent admis aux honneurs de la séance et à prêter un serment patriotique.

Le Club conservait donc toujours le contact avec la Bretagne et cette province lointaine était tenue sans cesse au courant des faits et gestes de ses députés et des représentants du reste de la France.

1. *Moniteur universel*, I, p. 32.

NOMS DIVERS

Le Club breton fut le premier groupe du parti populaire et il fut le seul jusqu'aux journées des 5-6 octobre 1789 ; on ne trouve nulle part d'association politique analogue. Il eut des appellations différentes.

Il est probable que ce groupement ne reçut aucun nom à ses premières assemblées ; les députés se rendaient dans leur local comme dans un lieu ordinaire. Legendre écrit le 28 avril 1789 qu'il vient d'une réunion, et, dans des lettres du 30 avril, Delaville-Leroulx et Boullé font mention d'une assemblée tenue ce jour. Dans ses *Antiquités nationales* présentées à l'Assemblée nationale en 1791, Millin écrit ces lignes : « Peu de temps après l'ouverture des Etats généraux, plusieurs députés de la ci-devant province de Bretagne s'assemblèrent pour délibérer entre eux sur les matières qui devaient être soumises à la discussion. Cette association reçut le nom de *Comité breton*. » Duchâtellier raconte qu'au moment de la discussion du veto, « plusieurs députés de la

province formaient à Paris (?) une réunion particulière qui prit le nom de *Chambre de la province de Bretagne* » (1). A l'époque de ces débats (sept. 89) l'Assemblée constituante siégeait encore à Versailles et le Club comptait depuis longtemps plus de 150 membres !

Le Bulletin de la correspondance du clergé et de la sénéchaussée de Rennes nous apprend que les députés du peuple de Bretagne se sont assemblés dès le 5 mai et ont nommé des commissaires pour réduire les cahiers des charges et en faire un cahier général et que le 6 mai ils sont revenus au *salon commun* (2).

A la date du 9 juin, Boullé, député de la sénéchaussée de Ploermel, écrit à ses commettants de Pontivy : « le *salon de la députation de Bretagne* est devenu depuis quelques jours le point de ralliement des bons citoyens », et le 18 décembre le même Boullé dit : « vous vous rappelez qu'au début la députation de Bretagne forma à Versailles un *comité particulier* ». Kerviler l'appelle de diverses façons : « le *Salon*, ou Club breton, ou *Conférence*, fut institué dès les premiers jours entre les députés de

1. Duchâtellier, *Histoire de la Révolution en Bretagne*, t. I, p. 168.

2. *Bulletin des correspondances réunies du clergé et de la sénéchaussée de Rennes*, p. 4.

la Bretagne » et ailleurs : « Le Chapelier fut un des fondateurs de ce *Salon breton* » (1).

Il est fort probable que cette assemblée, peu nombreuse à ses débuts, se soit appelée Salon ; on n'était pas loin à cette époque des fameux salons du XVIII^e siècle (Mme de Tencin) où l'on parlait philosophie et où les futurs rois comme Gustave III étaient envoyés par leurs pères pour apprendre les règles du Gouvernement d'une façon « éclairée ».

A la fin du XVIII^e siècle, le mot club, importé d'Angleterre vers 1780, devint très à la mode et le premier club s'appela même le Club politique ; le roi le supprima promptement du reste ; mais l'idée survécut, le mot refit son apparition et la période révolutionnaire fut l'époque de floraison des clubs. On donna sans doute assez vite ce nom au groupe des députés bretons, en le spécifiant par le nom de la province.

A quel moment reçut-il cette appellation de Club Breton ? On le dirait difficilement.

Bertrand de Molleville, dont les récits se contredisent malheureusement quelquefois, nous informe que « quelques jours après l'ouverture des Etats » (2), il rencontra des députés de son ancienne province

1. Kerviler, *Recherches et notes sur les députés de Bretagne aux Etats généraux*.

2. Bertrand de Molleville, *Mémoires sur le règne de Louis XVI*, t. I, p. 44.

qui le conduisirent au *Club breton* mais ailleurs (1) il dit avoir fait cette rencontre dans les premiers jours de juin. On peut dire que c'est vers le 15 juin, à l'époque où la lutte devenait vive contre la noblesse et la cour et où les réunions préparatoires étaient plus nombreuses et plus animées, que le nom de Club fut donné à ce groupe populaire ; c'est sans nul doute de lui que parle Mounier dans son *Exposé de ma conduite dans l'Assemblée nationale*, lorsqu'il dit que l'abbé Sieyès avait proposé de se constituer sous le titre de seuls représentants vérifiés et connus « dans une Assemblée particulière de députés qui ont toujours été en usage de se réunir dans un *Club* ». Ce fut le 15 juin que la question du titre à donner aux Etats y fut agitée et Sieyès, Le Chapelier prirent la parole à ce sujet. Mounier avait été pourtant membre du Club breton et il paraît l'ignorer dans cette citation !

En tout cas, l'appellation de Club breton semble courante à l'époque du Jeu de Paume et Grégoire nous rapporte que le 22 juin il se trouvait avec des collègues au *Club breton*.

Mais le mot « Club » est peu employé par les députés bretons dans leur correspondance à leurs com-

1. Bertrand de Molleville, *Histoire de la Révolution*.

mettants ; il était peu répandu en Bretagne, tandis qu'à Paris il était d'un usage fréquent et les membres du Club qui ne sont pas députés de la Bretagne se servent plutôt de cette expression.

SIÈGE

Legendre, député de Brest, écrit le 28 avril 1789, qu'une assemblée des députés bretons s'est tenue dans un lieu qui ne pouvait pas convenir à cause de sa gratuité et qu'il avait été choisi avec M. Defermon « pour louer une autre grande salle » et le 1^{er} mai il parle dans une lettre d'une « salle très vaste. »

Un autre membre du Club, admis un peu plus tard, Alexandre de Lameth, s'exprime ainsi : « Les Bretons ayant choisi un local assez vaste pour lieu de réunion, un nombre considérable de députés et quelques membres de la minorité de la noblesse en firent partie » (1).

Où se trouvait ce local ?

Taine le place dans une maison appelée le Reposeur (2), et devenue ensuite le temple protestant. C'est une erreur.

1. Alexandre de Lameth, *Histoire de l'Assemblée constituante*, t. I, p. 422.

2. Taine, *Origines de la France contemporaine*, t. II, p. 25.

Les rares écrivains qui parlent de ce lieu de réunion indiquent l'avenue de Saint-Cloud ; ils sont d'ailleurs peu prodigues de détails. Les membres du Club eux-mêmes sont également fort discrets dans leur correspondance de l'époque ou dans les récits qu'ils ont faits dans la suite ; Legendre et Lameth ne nous donnent aucune adresse ; Dubois-Crancé, déclare, à propos de la Société des Jacobins, qu'elle était seulement dans le principe « une réunion de députés bretons, établie dans un café à Versailles, sur l'avenue de Saint-Cloud » (1) ; Bertrand de Molleville raconte que le Club tenait ses assises dans « une auberge » ; ce terme semble un peu impropre et exprime un lieu bien insuffisant pour contenir 150 personnes, chiffre qu'atteignait l'assistance dans les grandes circonstances comme dans les réunions du 15 au 25 juin. L'emploi de cette expression doit être attribué à ce que Bertrand de Molleville fut intendant en Bretagne et que dans ce pays on appelait auberge l'endroit où l'on descendait, avec son personnel et ses chevaux, pour se restaurer et passer la nuit ; on y trouvait souvent une salle spacieuse ; maintenant le mot hôtel a prévalu. Le même Molleville, dans un autre passage (2) est bien plus précis

1. Dubois-Crancé, *Analyse de la Révolution française*, p. 49.

2. Bertrand de Molleville, *Histoire de la Révolution française* (édition de l'an IX), t. I, p. 380.

en nous disant : « le Club breton s'assemblait *avenue de Saint-Cloud*, n° 36 » (1).

Le royaliste Montjoie, qui attribuait aux membres du Club des desseins pervers, écrit en 1781 : « c'était dans une espèce de *souterrain de l'avenue de Saint-Cloud* que se tramaient les complots » des opposants (2).

Il était intéressant de connaître le siège du Club, l'endroit exact où se tinrent les séances de cette première société du parti populaire qui fut comme le berceau de la Révolution : des questions d'une portée considérable y furent discutées, adoptées et présentées ensuite à la Constituante (projets Sieyès, Le Chapelier, d'Aiguillon, etc...), de grands orateurs y prirent la parole (Mirabeau, Barnave, Mounier, Le Chapelier, etc...).

M. Aulard, le savant historien de la Révolution française, eut la curiosité de vouloir connaître le siège exact du Club breton, dont Molleville seul donnait le numéro de l'avenue où on le situait. Il s'adressa à l'un des habitants de Versailles qui connaissent le mieux l'histoire de la Révolution dans cette ville, au professeur Thénard. « La dernière maison de la rue de la Pompe, n° 44, dit M. Thénard, maison dont une façade donne sur l'avenue

1. Un nouveau numérotage des maisons en a fait le 23 bis.

2. Montjoie, *Histoire de la Révolution française*, 2^e partie, p. 121.

de Saint-Cloud, a été pendant près d'un siècle connue sous le nom de *café Amaury*... Amaury le limonadier était, comme beaucoup de Versaillais, zélé partisan des réformes ; à l'heure des élections primaires, il coopéra à la rédaction du cahier de sa corporation et fut délégué parmi les 36 députés que la ville de Versailles envoya au bailliage... D'après la tradition, la salle fréquentée par les députés était la première, au rez-de-chaussée, celle qui donne sur la petite place formée par la jonction de la rue de la Pompe et le côté gauche de l'avenue de Saint-Cloud ; le café occupait aussi l'entresol, où se réunissaient peut-être les députés pour délibérer en secret... Il n'y a pas quarante ans qu'un M. Augé, avocat consultant, avait l'habitude d'aller dans ce café et d'y occuper la place que, disait-il, prenait toujours Robespierre ; et cet avocat avait assisté à Versailles au début de la Révolution, assez âgé dès lors pour bien voir et se rappeler. » Il est donc probable que le café Amaury était le lieu de réunion du Club breton (1). » C'est actuellement la *brasserie Muller*.

Ajoutons à ces quelques extraits une explication personnelle au mot « *souterrain* » dont Montjoie qualifie le local du Club ; le siège était donc au rez-de-chaussée de la maison d'angle de la rue de la Pompe (2) et de l'avenue de Saint-Cloud ; la chaussée

1. Aulard, *Société des Jacobins*, t. I, p. III.

2. La rue de la Pompe s'appelle maintenant rue Caruot.

de cette large avenue surplombe les maisons qui la bordent à gauche en partant de la place du Château ; elle est à peu près de niveau avec l'entresol de l'immeuble du 23 *bis*, d'où nécessité de descendre quelques marches pour pénétrer dans cette maison, encore à présent un café, où l'on entre un peu comme dans un souterrain ; à l'intérieur du café, dans la salle d'angle, on a placé une plaque de marbre avec cette inscription : « Dans cette salle se réunissaient en 1789 les députés du Tiers aux États Généraux et à l'Assemblée nationale. Mirabeau et Robespierre prirent souvent la parole dans ces réunions, première origine du Club des Jacobins ».

Les *réunions avaient lieu le soir*, les députés étant souvent retenus aux Etats de 8 heures du matin à 10 heures du soir et n'ayant que deux heures pour le dîner (à midi), (Corbion, lettre du 14 juin) ; dans une lettre du 9 juin, Boullé, écrivant aux officiers municipaux de Pontivy, déclare que tous les soirs depuis quelques jours le salon breton est le rendez-vous des meilleurs citoyens.

Nous avons donc quelques renseignements sur le siège du Club et les heures de ses réunions.

Les députés du tiers breton habitaient presque tous l'avenue de Saint-Cloud ou les rues voisines (1).

1. Le Chapelier résidait avenue Saint-Cloud, n° 71. Les adresses à Versailles de tous les députés bretons (tiers et clergé) furent données dans un *Bulletin de la correspondance de Rennes*, vers la mi-mai 1789.

Les députés du clergé avaient plutôt établi leur demeure dans un autre quartier de la ville, le quartier Saint-Louis, et, fait à noter, ils habitaient par groupes diocésains dans la même maison ; c'était entre autres avantages plus commode pour rédiger en commun la correspondance qu'ils envoyaient tous les deux jours à leurs commettants, au début des Etats, pour les mettre au courant de ce qui se passait à l'Assemblée.

Aux séances de l'ordre du clergé, avant la réunion des trois ordres, ils formaient un bloc compact et votaient avec ensemble : on les appelait la « phalange macédonienne. »

BUTS

Nous avons vu que les députés du tiers, assistés des suppléants et des délégués des communes, s'étaient réunis et concertés à Rennes en décembre 1788 avant l'ouverture des Etats provinciaux pour étudier en commun les questions à porter à la tribune et formuler d'une façon serrée les réclamations et vœux du peuple. Ils s'assemblèrent à Versailles dans ce même but et eurent d'abord l'intention d'*examiner en commun les cahiers de toutes les sénéchaussées de la province* et d'en faire un cahier général, suivant les instructions de plusieurs sénéchaussées.

Nous aurons encore recours à un contemporain, un ancien membre du Club, pour être fixé sur les desseins des députés bretons en s'assemblant : Dubois-Crancé écrit qu'avant son admission, ils étaient assidus à « cette réunion, où, dans une franche communication d'idées, ils s'éclairaient d'avance sur le parti à prendre dans les circonstances qui se présentaient. »

L'« Histoire parlementaire » nous montre que le

club breton avait commencé par une réunion de députés bretons qui s'assemblaient pour *débattre à l'avance les sujets qui devaient être traités aux Etats généraux.* »

Nous retrouvons la même idée dans Beaulieu : « le Club breton commença par quelques conférences de quelques députés de Bretagne sur la conduite qu'ils avaient à tenir aux Etats généraux » (1).

La députation bretonne était composée de gens sérieux, expérimentés, réfléchis sans exclure l'ardeur, qui étudiaient donc les questions à l'avance, les développaient, prenaient des résolutions et décidaient de voter comme un seul homme à l'Assemblée; toujours unanimes dans leurs votes, ils poursuivaient au sein des grandes assises nationales la lutte qu'ils avaient inaugurée et soutenue contre les privilèges aux Etats de leur province. L'union leur avait réussi à Rennes ; ils avaient le même combat à livrer à Versailles et les mêmes revendications à faire triompher, mais l'arène était plus vaste et les adversaires moins connus. Ils se posaient vaillamment, en hommes déterminés, vis-à-vis de l'intransigeance de la noblesse et du clergé et pratiquaient l'union dans la préparation des résolutions à prendre ou des votes à émettre.

1. Beaulieu, *Essais historiques sur les causes et effets de la Révolution française*, t. I, p. 281.

On étudiait et on décidait au Club, puis on votait avec ensemble à l'Assemblée.

Ce fut cette unanimité qui fit sans doute donner avant la réunion des trois ordres le nom de « grenadiers des Etats généraux » aux députés du tiers breton.

Dans ce Club, on luttait contre les ordres privilégiés dont on voulait restreindre les droits, mais on ne s'insurgeait pas contre la royauté ; on combattait les abus ; c'était un Club monarchiste, dont la majorité aurait voulu une monarchie constitutionnelle comme en Angleterre, et cependant on vota une seule Chambre permanente.

On n'était donc pas opposé au roi ni à la forme du gouvernement.

Le 11 mai, après avoir proposé d'inviter les deux ordres privilégiés à se réunir dans la salle des Etats, le Chapelier affirme que les communes n'ont rien contre le roi et que les Bretons (qui avaient pourtant subi l'année précédente les rigueurs du Roi) avaient, dans l'intérêt national, oublié leurs querelles ; « il en coûte, ajoute Chapelier, de penser qu'à cause de l'attitude des deux autres ordres, on n'a pu apporter à un roi bienfaisant le tribut d'hommage et de reconnaissance que lui méritent l'amour qu'il a témoigné pour ses sujets et la justice qu'il leur a rendue. »

PRINCIPALES PROPOSITIONS ÉTUDIÉES AU CLUB ET PRÉSENTÉES A L'ASSEMBLÉE

Le Club avait donc pour but de coordonner les demandes des cahiers de la Bretagne, d'étudier en commun les questions à l'ordre du jour et d'examiner les propositions à soumettre à l'Assemblée.

Les réunions commencèrent même avant l'ouverture des Etats généraux qui eut lieu le 5 mai dans la salle des Menus-Plaisirs.

A peine arrivés à Versailles, les députés bretons se préparèrent à remplir sérieusement leurs mandats. Dès le 28 avril, ils tinrent leur première réunion dans une salle qui ne convenait pas, écrit Legendre ce jour même, parce qu'elle était mise gracieusement à leur disposition. Les séances se suivirent régulièrement et Le Téo (1) nous parle de celle du 30 avril qu'il représente à tort comme la première en date, tandis que le *Bulletin de correspondance de Rennes*

1. Le Téo, *le Club breton et les origines du Club des Jacobins*, dans *Révolution française*, t. XXXVI, p. 385.

ne nous raconte les faits et gestes des députés de la sénéchaussée qu'à partir du 5 mai.

Les premières réunions furent consacrées à l'étude des *doléances et réclamations contenues dans les cahiers* qu'ils avaient reçu mission de fondre en un seul, et à l'examen de la *Déclaration des ordres de l'Eglise et de la noblesse de Bretagne* contre les élections de Messieurs des Communes, déclaration votée à Saint-Brieuc le 17 avril, dans laquelle les ordres privilégiés s'élevaient contre les élections du tiers, faites dans les sénéchaussées, donc en violation de la Constitution bretonne et par conséquent illégales.

On décida de reporter la réponse à faire à cette déclaration au moment où les pouvoirs des députés de la province seraient vérifiés aux Etats généraux. La coordination en un seul des cahiers du tiers et du clergé fut également remise à plus tard afin de pouvoir s'occuper des questions fondamentales débattues aux Etats : la réunion des trois ordres et la manière de voter.

Les questions d'ordre général furent naturellement l'objet le plus fréquent des travaux du Club, dans les réunions nombreuses de 100 et 150 membres où la grande majorité était formée des députés des autres provinces. Les affaires spéciales à la Bretagne furent peut-être réservées à des assemblées particulières. Les détails manquent absolument là-dessus.

Les cahiers de Bretagne contenaient du reste des idées générales, des vœux qui pouvaient être examinés ou adoptés par les représentants de toutes les parties du royaume. Ainsi l'article 2 du Cahier de Rennes dit que *le tiers état*, comprenant plus des quatre-vingt-dix centièmes de la nation, a été par erreur qualifié *ordre* et placé dans la balance en face des deux ordres privilégiés ; ce que l'on a appelé jusqu'ici le tiers état devra, avec ou sans les privilégiés, s'appeler *Peuple* ou *Nation*.

C'est ce que pense aussi Delaville-Leroulx qui, prévoyant sans doute la résistance de la noblesse et du clergé au vote par tête, écrit dès le 3 mai : « Si, après avoir tenté tous les moyens de persuasion pour les amener au vote par tête, les deux ordres privilégiés persistent dans leur refus, il faudra déclarer que le tiers, étant essentiellement la nation, constitue réellement la représentation du royaume tout entier par ses députés aux Etats généraux (1) ».

Le 6 mai, Delaville-Leroulx s'oppose à la motion de Malouet demandant l'envoi d'une délégation aux privilégiés pour les inviter à rejoindre le tiers ; dans une lettre du 8 mai, il montre son intention, en cas de refus de ces deux ordres ou d'un seul de s'unir au tiers, de proposer au tiers état d'opérer sans

1. Archives de Lorient.

délai et avec ses propres moyens la prospérité du pays et le bonheur du meilleur des rois.

Les jours s'écoulaient, les Etats généraux étaient condamnés à l'inaction par suite de la résistance de la noblesse et du clergé à vérifier en commun les pouvoirs.

Le Club breton crut venu le moment d'agir. Le 13 mai, il fut convenu que le lendemain Le Chapelier proposerait à l'assemblée du tiers état *d'inviter et d'interpeller les deux ordres privilégiés à se réunir au troisième pour la vérification en commun des pouvoirs* « chaque député appartenant à l'Assemblée générale et ne pouvant recevoir que d'elle seule la sanction qui le consacre membre des Etats généraux, représentant de la nation » (1).

On donna la plus grande publicité à cette déclaration; les députés bretons s'empressèrent de la communiquer à leurs commettants; Boullé la signale et l'explique dans une lettre du 15 mai; Palasne de Champeaux et Poulain de Corbion l'envoient le 19 au bureau de correspondance de Saint-Brieuc; les députés de Brest expédient le 17 une lettre insérée dans le *Bulletin de Brest* (n° 2) et contenant le passage suivant : « nous demandons que cette invitation soit imprimée et publiée dans la province avec le

1. *Journal des Etats généraux*, t. I.

compte-rendu exact de nos démarches vis-à-vis des deux ordres privilégiés ; ce compte contiendra en outre le détail circonstancié de nos occupations journalières et des moyens que nous avons mis en usage pour prévenir et éviter tous les inconvénients et les obstacles qu'on nous suscite actuellement. Nous ferons connaître également nos résolutions relatives au cas où la noblesse persisterait dans la scission qu'elle a formée et à celui où le clergé de la première classe continuerait à tenir une conduite équivoque et versatile. »

Les débats sur la motion Le Chapelier durèrent quatre jours ; elle semblait grosse de conséquences et tendait à accorder le pouvoir législatif aux députés du tiers, si les deux ordres repoussaient l'invitation qui leur était faite. Mirabeau trouvait un peu nouveau et trop rapide cette décision de se constituer en Assemblée nationale et de prononcer la faute des autres ordres. Les Etats généraux étaient réunis depuis dix jours à peine ! Il était convenable d'essayer encore la conciliation, afin de s'assurer l'approbation du peuple si l'on en venait à cette mesure extrême d'exclure la noblesse et le clergé.

Les principes de la motion Le Chapelier n'étaient pas en somme contestés, mais leur adoption paraissait prématurée ; la proposition ne réunit qu'une vingtaine de voix en dehors de celles des députés de la Bretagne : 66 contre 320.

La majorité sur cette question devait s'affirmer un mois plus tard, le 17 juin.

On adopta donc le projet de Rabaut Sainte-Etienne, à savoir la nomination de 16 commissaires pour entendre les raisons des deux ordres contre la prétention du tiers de vérifier les pouvoirs en commun ; Le Chapelier fut même nommé par 413 voix. Si cela ne réussit pas, dit-on, on adoptera la proposition Le Chapelier. « Si l'union désirée n'a pas lieu *les membres des communes sont déterminés à se déclarer eux-mêmes l'ensemble de la nation*, à se constituer ses représentants naturels et légitimes, et en cette qualité, à s'occuper eux-mêmes des affaires publiques conjointement avec ceux de l'Eglise et de la noblesse qui peuvent désirer se joindre à eux » (1).

On désirait toujours conserver la confiance du public et, au besoin, s'appuyer sur lui ; on le mettait au courant des efforts que l'on faisait pour amener les privilégiés à se réunir au tiers et dans une lettre du 22 mai Boullé insistait sur « la nécessité d'instruire le public et de le faire assister en quelque sorte à nos séances, de nous investir de son opinion qui doit faire toute notre force et qui peut seule vaincre la résistance des privilégiés. »

Les commissaires n'eurent aucun succès ; les négociations entre les deux ordres et le tiers échouèrent,

1. *Hérault de la Nation*, n° 46.

la noblesse et le clergé refusèrent obstinément la vérification commune et le vote par tête.

Pour embarrasser le tiers, le Roi, mettant son autorité au service des privilégiés, proposa le 28 mai de reprendre ces conférences chez le garde des Sceaux, en présence de commissaires désignés par lui.

Ce désir du roi, mis sur le compte de son entourage, indisposa les membres du Club breton, qui, instruits par Le Chapelier, commissaire, de la tournure que prenaient les conférences et de leur probable échec final, se disposaient à présenter de nouveau à l'assemblée du tiers la motion Le Chapelier du 14 mai ; ils voulaient aller de l'avant et ne plus temporiser. Ils refusaient l'arbitrage du roi dans les discussions entre les ordres ; pour eux c'était la nation qui devait décider, c'est-à-dire les députés du tiers.

De leur côté, les ordres privilégiés maintenaient leurs prétentions et la noblesse, intransigeante aux Etats généraux comme aux Etats de Bretagne, venait justement de déclarer que le *vote par ordre et le veto de chaque ordre* aux décisions des autres *faisaient partie de la constitution de la monarchie*.

Lorsque la sénéchaussée de Rennes fut appelée, à la séance du 28 mai, Glezen demanda que dès maintenant le tiers état se constituât en Assemblée active, puisqu'on ne devait plus penser à une transaction ; toutes les conférences n'ont abouti à rien et toutes

les nouvelles conférences seront également inutiles, elles pourraient même donner lieu à une décision dont les conséquences deviendraient peut-être dangereuses. Après lui, Le Chapelier, également député de cette sénéchaussée, voulut faire voter, en outre de l'acte de constitution, l'envoi d'une députation au roi pour lui faire connaître les sentiments de l'ordre. Cette demande de la sénéchaussée de Rennes fut partagée par presque tous les députés bretons et même appuyée par Camus, mais la proposition bretonne fut de nouveau rejetée (1). »

D'après Boullé, la première idée de Le Chapelier était « d'envoyer au roi une députation solennelle chargée d'éclairer sa religion, de lui mettre sous les yeux l'exposé de ce qui s'est passé jusqu'à ce jour, le résultat des premières conférences et une adresse qui, avec l'expression de nos sentiments, contiendrait les principes dont nous ne pouvons pas nous écarter et en vertu desquels nous déclarons nous constituer en Assemblée nationale ».

L'attitude de la députation bretonne semblait à ce moment violente et trop révolutionnaire, même à beaucoup de membres du tiers. On lui avait même prêté, à tort et sans doute pour lui nuire, l'idée de tendre à la dissolution des Etats généraux ! Le

1. *Influence de la députation bretonne sur la Révolution française*, par Kuhlmann, p. 48.

30 mai, il se tint une réunion de quelques députés du tiers qui résolurent de s'opposer à toutes leurs motions, mais la situation des représentants bretons au sein de l'Assemblée était solide et ne devait que se fortifier encore. En effet, les conférences avec les commissaires royaux ne semblaient pas devoir aboutir ; l'activité du Club devenait prodigieuse et même fiévreuse, elle inquiétait la cour et provoquait l'adhésion de nouveaux membres ; c'est à ce moment que Dubois-Crancé sollicitait son admission avec les députés de plusieurs bailliages. On pensait plus que jamais au Club à se constituer en Assemblée active, malgré le récent échec de la motion bretonne, mais cette idée faisait des progrès au sein du tiers, en raison de l'insuccès des conférences : « il y a même longtemps qu'on eût dû prendre ce parti, que la Bretagne avait proposé et on commence à regretter de ne l'avoir pas fait », écrivait le 5 juin Poulain-Corbion au bureau de Saint-Brieuc. « Nous ne fléchirons pas sur le vote par tête, disait-il à la même époque ; *il faudra toujours revenir au point de nous constituer en Assemblée nationale... on est impatient de se constituer en corps de nation et d'agir.* »

Le 9 juin, on discuta au Salon de Bretagne, dit Boullé, les moyens de se constituer en Assemblée active et le plan développé par l'abbé Sieyès fut généralement approuvé, mais il ne donne pas de détails là-dessus ; l'idée était celle qui avait inspiré

Le Chapelier et Glezen lorsqu'ils proposèrent au tiers de se constituer en Assemblée active (14 mai, 28 mai).

Il fallait agir sans délai. Dans cette séance du 9 juin où Sieyès avait exposé son plan, un membre du Club dénonça la formation d'un comité chez Mme de Polignac où l'on complotait la dissolution ou au moins la prorogation des États, sous prétexte que la division qui les paralyse les met hors d'état de remplir le but de leur convocation ; l'âme de ce comité était M. d'Epréménil auquel on attribuait la rédaction de la lettre royale du 28 mai proposant la reprise des conférences ; les Parlements auraient repris les droits qu'ils avaient remis à la nation et enregistré toutes les lois politiques, constitutives et civiles que les nécessités auraient suggérées au gouvernement.

Il n'y avait donc pas une minute à perdre. « Il faut presser la délibération qui, en nous donnant une existence, devait nous mettre en même temps en état de la protéger » (1).

D'un autre côté, les conférences s'étaient terminées ce jour même par un procès-verbal, signé par le clergé, mais pas par la noblesse ; la conciliation avait encore échoué.

1. *Revue de la Révolution*, par G. Bord, t. XII, pp. 50 (lettre de Boullé).

Le tiers, à la séance du 10 juin, fut saisi de la motion étudiée la veille au Club : « l'Assemblée, dit Sieyès, juge qu'elle ne peut plus attendre dans l'inaction les classes privilégiées et que c'est un devoir pressant pour tous les représentants de la nation *de se former sans autre délai en Assemblée active.* »

Comme il n'est pas possible de se former en Assemblée active sans reconnaître au préalable ceux qui ont droit de la composer, c'est-à-dire ceux qui ont qualité pour voter comme représentants de la nation, une *dernière invitation* individuelle et collective sera faite aux deux ordres *de venir dans la salle des Etats pour assister, concourir et se soumettre* comme eux *à la vérification commune des pouvoirs* ; l'appel général de tous les bailliages convoqués se fera dans le jour même et, faute de se présenter, on procédera à la vérification, tant en absence qu'en présence des classes privilégiées.

Telle était la partie préparatoire du plan de Sieyès qui fut adoptée, mais avec un amendement et de longues discussions ; l'invitation aux premiers ordres ne put se faire ce jour-là, la noblesse avait quitté sa salle pour ne se réunir que le surlendemain ; l'Assemblée décida alors d'envoyer une délégation à la noblesse et au clergé le 12 juin. Ce fut fait et à 6 heures, le 12 juin, on commença l'appel dans la forme suivante :

Bailliage de...

MM. du clergé, MM. de la noblesse, MM. des communes.

Le défaut des absents fut constaté ; les députés présents furent inscrits sur le procès-verbal et remirent leurs pouvoirs sur le bureau pour être vérifiés (1).

Cette importante séance était le premier pas vers la Constituante, mais les ordres privilégiés n'avaient pas répondu à l'invitation.

Le lendemain, reprise de l'appel au point où il avait été laissé et à midi 3 curés du Poitou vinrent soumettre leurs pouvoirs à la vérification !

Mais les ordres ne donnèrent pas de réponse ; le 15 juin, 20 curés avaient passé au tiers.

La distribution des pouvoirs se fit entre les 20 bureaux existants, chacun avait 8 ou 9 bailliages à examiner, la vérification fut rapide et le 15 juin *Le Chapelier* proposa aux Etats d'appeler les députés du tiers les *représentants de la nation française légalement vérifiés* ; (2) Le même jour, au club, *Sieyès*

1. G. Bord, *Revue de la Révolution*, t. XII, p. 55.

2. Pour montrer l'estime dont jouissaient les députés bretons et l'influence qu'ils avaient dans l'Assemblée, grâce à leurs qualités personnelles et aussi à la puissance de leur Club, mentionnons l'épisode de la vérification des pouvoirs de la sénéchaussée de Rennes. Le 14 juin, les vérifications se poursuivirent sans difficultés jusqu'à la *députation de Rennes* ; ; M. Dupont de Nemours l'attaqua, ainsi que quelques autres députations de Bretagne, à cause des droits et franchises de la province dont le maintien était réclamé dans les cahiers, ce qui équivaldrait à un veto contre les décrets ; il regretterait de voir exclure les députés

fit adopter, d'après Mounier, sa proposition que les députés du tiers se constituassent avec le titre de *seuls représentants vérifiés et connus* (1) ; c'était sans doute la seconde partie du plan dont il avait soumis la phrase préparatoire à la séance du 9 juin. Les titres proposés par Chapelier et Sieyès étaient un peu longs, mais on voulait montrer qu'on observait la légalité. Le 16 juin, l'abbé Sieyès exposa sa motion avec détails ; le tiers constitue la nation, il représente 96 o/o de la population et il paie l'impôt ; l'expression d'Assemblée nationale fut lancée dans les débats par le député Legrand, Sieyès s'en empara et le 17 juin la proposition de constituer les Etats généraux en Assemblée nationale fut adoptée.

Tous les députés se félicitaient entre eux et la fermeté des Bretons recevait de sincères éloges ; les grenadiers des Etats, comme on les appelait, soutenaient leur réputation.

La lutte contre les ordres privilégiés et surtout contre la noblesse commencée avec bonheur aux

bretons, recommandables par leur fermeté, mais il leur demandait si, oui ou non, ils se soumettraient aux décrets des Etats généraux et en cas de négative ils devraient être exclus de l'Assemblée.

La motion fut désapprouvée, sans attendre la réponse des députés bretons, parce qu'il n'était question que de vérifier si les pouvoirs étaient valables et point de discuter les cahiers. Dupont ayant demandé que *par provision* ces députés fussent interdits de l'Assemblée, ce fut rejeté à l'unanimité.

1. Exposé de la conduite de M. Mounier, 1789, p. 5.

Etats de Bretagne s'était continuée aux Etats généraux ; après six semaines de débats, de travail et de patience, le succès ébauché le 14 mai devint un triomphe le 17 juin ; le vœu du cahier de Rennes était rempli : le tiers devenait la nation, l'Assemblée nationale.

La lutte allait encore continuer avec une violence extrême. La noblesse avait repoussé toutes les invitations du tiers et toutes les transactions proposées dans les conférences. Le tiers s'était transformé en Assemblée délibérante.

La cour intervient alors : menée par le comte d'Artois, elle fait fermer la salle des Etats où se tiennent les séances du tiers. On craint un coup d'Etat et la dissolution de l'Assemblée. Que faire ? Paris n'est pas loin, le peuple est favorable aux idées nouvelles et son appui, en cas d'intervention de la force armée, serait efficace.

La veille du 20 juin, « Sieyès, Barnave et le Club breton avaient déterminé de profiter de la circonstance (fermeture de la salle des Etats) pour transférer sans délai l'Assemblée dans la capitale. Ils arrivèrent dans la salle du Jeu de Paume avec ce projet. Mounier et d'autres députés en furent avertis. L'échauffement était au comble, on n'avait plus que le choix des illégalités. Pour prévenir la proposition si dangereuse de la translation immédiate, M. Mounier interjeta la motion du serment de ne point se

séparer jusqu'à l'accomplissement de la Constitution. Cet avis suspendit le coup monté par le Club breton et si les voix dans la section des députés les plus modérés se fussent divisées, ce Club l'eût emporté (1) ».

Boullé apporte aussi son témoignage que l'on décida au Club breton de proposer aux Etats de siéger dans la capitale.

Le lendemain de la séance du Jeu de Paume, 149 députés du clergé conduits par l'archevêque de Vienne et un certain nombre de députés de la noblesse se joignent au tiers et reconnaissent l'Assemblée nationale.

La cour de plus en plus inquiète ordonne la fermeture de la salle du Jeu de Paume et décide Louis XVI à tenir une séance royale. De son côté le Club s'émeut, et le 22 on y prend des résolutions viriles pour le lendemain ; la réunion, peu nombreuse d'après Grégoire, fut importante selon Condorcet qui donne même le chiffre de 150 assistants. « Instruits de ce que méditait la cour, chaque article fut discuté par nous, raconte Grégoire, et tous opinaient sur le parti à prendre. La première résolution fut de *rester dans la salle malgré la défense du roi*. Il fut convenu qu'avant l'ouverture nous circulerions dans les groupes pour annoncer à nos collègues ce qui allait

1. Mallet, du Pan, *Mercure britannique*, t. V, p. 19.

se passer sous leurs yeux et ce qu'il fallait y opposer (1).

Condorcet confirme les assertions de l'abbé Grégoire. « La veille (de la séance royale du 23 juin) le Club breton s'assembla au nombre de 150. On y discuta ce qu'il conviendrait de faire dans tous les cas. Il fut convenu à l'unanimité que *les communes se tiendraient dans le plus profond silence avant, pendant et après la cérémonie*. Les membres du Club convinrent aussi de se disperser dans les différentes parties de l'Assemblée et que chacun contiendrait ou fortifierait ceux qui seraient tentés de se détacher » (2).

On juge ainsi de l'influence du Club sur le résultat de la séance royale du 23 juin et on s'explique la réponse de Mirabeau au grand maître des cérémonies ordonnant aux députés du tiers de suivre l'exemple du clergé et de la noblesse et de se séparer suivant l'ordre du roi : la résolution du Club de rester malgré la défense du roi fut tenue.

Le roi annula comme illégales les décisions du tiers ; le tiers maintint ses décisions et déclara ses membres inviolables. Le roi céda, la *fusion des trois ordres* s'accomplit et l'Assemblée prit le nom de Constituante ; elle voulait réorganiser l'Etat en lui donnant une Constitution.

1. Grégoires, *Mémoires*, p. 380.

2. Condorcet, *Mémoires sur la Révolution française*, t. II, p. 68.

Le Club breton avait à cette période une énorme influence et jouissait d'une grande considération auprès de tous les membres de l'Assemblée, à quelque ordre qu'ils appartenissent. Les trois ordres étant réunis, il fallut élire un bureau. « La majorité du clergé et la minorité de la noblesse, écrit Delaville Leroux le 4 juillet, nous firent dire à l'Assemblée de Bretagne qu'elles avaient décidé que le *président et ses assistants seraient ceux qui nous conviendraient* et qu'elles réuniraient leurs suffrages aux nôtres. » Quel serait le président de la Constituante ? Le duc d'Orléans, toujours intrigant, avait pensé au siège présidentiel et avait recherché les bonnes grâces du Club, paraît-il. Bertrand de Molleville raconte que les députés bretons « étaient décidés à faire nommer le duc d'Orléans, dans l'idée qu'ils ne pouvaient faire un choix plus agréable au roi. » Je leur fis connaître leur erreur, ajoute Molleville, et M. Bailly fut élu président. Plusieurs membres du bureau furent également pris parmi les fidèles du Club : Le Chapelier, Sieyès, Grégoire.

Les trois ordres étant réunis, le bureau nommé, on commença donc le travail des réformes. C'est à ce moment que, d'après Montjoie, Mirabeau exposa ses vues sur les réformes à opérer, à certains membres du Club « dont les principaux chefs étaient Glezen, Chapelier, Sieyès, Mirabeau, Volney, Pétion. Là, le comte de *Mirabeau commença à développer le plan*

de révolution dont il était porteur, mais il le fit avec précaution et de manière que les députés que je viens de nommer furent d'abord seuls initiés dans le secret. »

L'idée essentielle de ce plan nous manque et le secret fut bien gardé. Avait-il des rapports avec les rumeurs qui venaient de la cour ? Celle-ci, sous l'impulsion de la Reine, avait rassemblé au début de juillet 30.000 hommes de nationalités différentes et d'armes diverses autour de Paris et Versailles et on craignait un coup de force contre les Etats : la liberté naissante est menacée. La cour accuse le Club breton d'être en relations avec des régiments à Paris (les gardes françaises spécialement) et dans les provinces pour y semer l'indiscipline et les gagner à la cause populaire.

Menacés d'une dissolution, les députés veulent résister, d'abord à l'Assemblée ; le 8 juillet, Mirabeau, appuyé par quelques membres du Club auxquels il avait confié son dessein (Chapelier, Sieyès), dépose sa motion pour le *retrait des troupes nationales et étrangères*. « Le roi, disait-il, se méfie-t-il de la bonté de ses peuples ? Nous chérissons notre roi et nous bénissons le ciel du don qu'il nous a fait dans son amour. »

Sieyès observa que les Etats de Bretagne avaient toujours réclamé l'éloignement des troupes et qu'il fallait que l'Assemblée fût libre. Bouchot déclara que

les Etats de Bourgogne jouissent, comme ceux de Bretagne du droit de ne pas supporter de troupes pendant qu'ils siègent et il demanda le même droit et la même sécurité pour l'Assemblée nationale.

Le roi fit répondre qu'il avait fait venir des troupes pour assurer l'ordre troublé à Versailles et à Paris et même pour protéger la liberté qui doit régner dans les Etats généraux !

Les régiments restent donc et plusieurs membres du Club les engagent à la désobéissance, si on les fait marcher contre l'Assemblée. L'agitation est extrême partout, les Clubs, qui avaient surgi à Paris, discutent avec passion ; à l'hôtel-de-ville, les délégués des sections électorales se tiennent en permanence pour soutenir les décisions de la Constituante. Du côté de la cour, on craint les troubles populaires si on tente un coup de force et on n'est pas trop confiant dans les troupes ; du côté de l'Assemblée, on a peur malgré tout de l'armée. « Les membres du Club breton, dit Montjoie, ont résolu, à quelque prix que ce fût, d'obtenir l'éloignement des troupes. » En réponse à la lettre du roi, à l'argument donné qu'elles étaient là pour la sécurité des Etats, Le Chapelier s'écrie le 13 juillet : « la liberté des membres de l'Assemblée est attaquée, le peuple seul doit garder le peuple » et il propose une adresse au roi pour retirer les troupes, renvoyer les nouveaux ministres et rappeler Necker congédié le 11 juillet ; il ajoute même que

le roi n'a pas le droit de renvoyer un ministre utile et essentiel à la nation. »

Le lendemain, mardi, la foule court aux armes, les gardes françaises s'unissent à elle, la Bastille est prise : c'était le 14 juillet.

Le 15 juillet, on envoya une députation au roi qui vint sans garde avec ses deux frères, promit le renvoi des troupes et invita l'Assemblée nationale (précédemment il employait toujours le mot *Etats*) à porter cette déclaration à Paris : « Je ne suis qu'un avec ma nation », dit Louis XVI, je me fie en vous » (1)

On accusa le Club breton des troubles des 13-14 juillet (Toulangeon, *Histoire de France depuis la Révolution*) ; il n'y était certes pas étranger et il se félicita de la tournure des événements, ce qui n'empêche pas un de ses membres, Mounier, de réclamer le renvoi et la punition des ministres, responsables dit-il, du sang versé : Glezen, de son côté, s'écrie qu'il faut non présenter des adresses au roi, mais bien lui donner des avis : « le peuple ordonne » (16 juillet). Et l'Assemblée réclame Necker qui jouit de l'estime du peuple.

Le renvoi des troupes, le rappel de Necker marquent la fin du pouvoir absolu. — Le 19 juillet, Palasne de

1. La Députation partit aussitôt pour Paris, l'Assemblée des électeurs nomma Lafayette général de la milice de Paris et tous se rendirent à N.-D. pour un *Te Deum*, 15 juillet (*Bulletin de la correspondance de Rennes*).

Champeaux et Poulain Corbion écrivent à Saint-Brieuc : « La nation triomphe et nous sommes actuellement certains de former une Constitution qui portera sur des fondements inébranlables...Toute la clique Polignac a quitté la cour et le roi n'est, quant à présent, entouré que d'honnêtes gens » (1).

En suivant l'ordre chronologique des faits, nous arrivons à une question qui concerne spécialement les députés bretons et leurs commettants : les élections de la Bretagne et le droit de cette province de consentir la loi et surtout les impôts.

Le 24 juillet l'Assemblée procéda à la vérification des pouvoirs de la députation bretonne et à la discussion de ces élections.

Plusieurs sénéchaussées, dont les deux plus importantes Rennes et Nantes, avaient donné mandat impératif à leurs élus de défendre les droits et franchises de la Bretagne, notamment le droit de consentir en ses Etats la loi et les impôts (2).

1. Société d'émulation des Côtes-du-Nord, t. XXVI, p. 238.

2. L'origine de ces privilèges remontait au mariage d'Anne de Bretagne avec Louis XII et à celui de sa fille Claude avec François I^{er},

L'acte de mariage de la bonne duchesse Anne avec Louis XII, dressé au château de Nantes le 8 janvier 1498 disait : « Louis, par la grâce de Dieu, roi de France... promettons garder et entretenir ledit pays et sujets de Bretagne en leurs dits droits et libertés, ainsi qu'ils en ont joui du temps des feux ducs... que en tant que touche ès *impositions des fouages et autres subsides* levés et cueillis audit pays de Bretagne, *les gens des Etats* des dits pays *soient convoqués* et appelés en la forme accoutumée...

Ces droits, libertés et privilèges garantis en 1498 et en 1532 ne s'étaient pas conservés intacts et avaient subi quelques atteintes à travers les siècles. Pour n'en citer qu'un exemple, le contrat d'union exemptait la Bretagne de quartiers d'hiver, garnisons et logements; les Etats avaient consenti à voter annuellement, tout en protestant pour le principe, deux fonds, l'un de 550.000 livres pour le casernement, l'autre de 100.000 livres pour les garnisons.

La moitié des sénéchaussées avait réclamé le maintien de ces privilèges, dans les cahiers de 1789 (1). Les députés s'en étaient occupés aux premières séances du Club avant l'ouverture des Etats généraux, mais ils en avaient différé l'étude pour se donner entièrement aux questions fondamentales à l'ordre du jour de l'Assemblée : la réunion des ordres et le vote par tête. Le 14 juin, lors de la vérification des pou-

s'il advenait que de bonnes raisons il y eût de faire *mutation* en augmentant, diminuant ou interprétant lesdits droits, coutumes, constitutions ou établissements, que ce soit par le Parlement ou Assemblées des Etats dudit pays.

Claude de France fit don à son mari François 1^{er} du duché de Bretagne (1515), mais la Bretagne ne fut définitivement réunie à la France que le 4 août 1532 par le contrat d'union passé à Vannes entre les Etats de Bretagne et le roi de France. Cet acte garantissait aussi les droits de la province : « vous supplient lesdits gens des trois Etats qu'il vous plaise unir et joindre perpétuellement lesdits pays et duché de Bretagne avec le royaume de France... *gardant toutefois et entretenant les droits, libertés et privilèges dudit pays.* »

1. Les sénéchaussées de Rennes, Nantes, Guérande, Vannes, Fougères, Dinan, Quimperlé, Carhaix, Châteaulin.

voirs des députés de Nantes et Rennes, Dupont de Nemours s'était élevé contre la clause des cahiers de ces sénéchaussées qui soumettait les lois et nouveaux impôts au consentement de la Bretagne ; comme on vérifiait seulement les pouvoirs sans étudier les cahiers, on passa outre. Mais le 6 juillet Talleyrand déposa une motion condamnant le mandat impératif ; c'était embarrassant pour les députés bretons qui s'efforcèrent d'éluder le vote sur ce projet, après l'avoir examiné avec soin à leur Club ; Legendre et Moyot déposèrent un amendement qui détruisait l'effet de la motion Talleyrand, sur laquelle du reste Sieyès demanda à l'Assemblée de déclarer qu'il n'y avait pas lieu à délibérer, ce qui fut voté à une grande majorité. Les députés de la Bretagne étaient de nouveau tranquilles sur la question des privilèges qui devait se résoudre soudainement le 4 août.

Les pouvoirs furent vérifiés le 24 juillet et les députés validés à l'unanimité ; on avait pris connaissance à l'Assemblée de la *Déclaration de Saint-Brieuc dans laquelle la noblesse et le haut clergé protestaient contre les élections du tiers* qui ne s'étaient pas faites suivant le mode habituel, selon la constitution bretonne, dans les Etats provinciaux ; on n'y attacha aucune importance et la validation fut rapide. Quelqu'un ayant demandé s'il n'était pas désirable d'inviter la noblesse à élire ses députés. Le

Chapelier répondit que les députés du tiers état de Bretagne se joignaient à cette invitation, car beaucoup de nobles avaient regretté de ne pouvoir élire de représentants ou avaient été entraînés par les violents et les exaltés de leur ordre. Glezen et Coroller du Moustoir prirent également la parole dans cette séance et insistèrent pour que l'on invitât le clergé à compléter sa députation et la noblesse à élire la sienne (1). L'Assemblée reconnut tout simplement le droit d'élection de la noblesse.

Des troubles éclatent en province, les forteresses des villes sont attaquées, les châteaux incendiés, on veut détruire les chartes et titres féodaux, des villages sont pillés et brûlés. C'est l'anarchie. Les bureaux de correspondance mettent le Club au courant de ces violences et il s'en préoccupe. A l'Assemblée, on proposa de rédiger une proclamation condamnant expressément ces désordres et annonçant que *la noblesse et le clergé ont l'intention de faire des sacrifices* ; le Club n'était pas partisan de cette simple mesure et il étudia les moyens de parer à ses inconvénients. « Nous avons convaincu, écrit Coroller, quelques riches seigneurs de notre assemblée,

1. L'ordre de la noblesse n'avait voulu nommer aucun député et l'évêque de Saint-Pol-de-Léon avait interdit l'élection du clergé dans son diocèse ; au mois d'août 1789, l'évêché de Léon élut ses députés en même temps que plusieurs curés démissionnaires étaient remplacés.

de la nécessité que les ordres privilégiés abandonnent complètement leurs exemptions d'impôts afin que la proclamation ait de bons résultats ; ils étaient prêts à nous suivre » et si elle ne contenait pas tout d'abord cette clause, ils s'opposeraient au vote. *Ces renonciations avaient été étudiées au Club où le 3 août le duc d'Aiguillon* exposa ses idées sur les droits féodaux ; il fut chargé de déposer une motion pour leur suppression. « Cette motion avait été délibérée au Comité de la province de Bretagne et les députés s'étaient engagés à l'appuyer (1) ». Le lendemain le duc d'Aiguillon représenta les droits féodaux comme la principale cause des désordres en province et il en proposa l'abolition. Après lui, un autre membre du Club, assez obscur, Le Guen de Kerangal, fit entendre les accents émus d'une parole indignée des vexations de la noblesse et pleine de compassion pour les malheurs des paysans : « le peuple, impatient d'obtenir justice et las de l'oppression, s'empresse à détruire ces titres, ces parchemins, monuments de la barbarie de nos pères ; vous ne ramènerez le calme dans la France agitée que quand vous aurez promis au peuple l'abolition des droits féodaux » (2).

La suppression des justices seigneuriales fut un

1. *Bulletin de la correspondance de Rennes*, n° 41.

2. *Moniteur universel*, t. I, p. 280.

grand bienfait, celle des gabelles qui étaient un impôt désastreux fut hautement appréciée des provinces qui y étaient soumises (la Bretagne en était exempte) ; les dîmes étaient abolies et les curés renoncèrent en général à leur casuel ; l'égalité de la répartition des impôts est proclamée, les maîtrises et les jurandes disparaissent et l'esclavage est enfin tout à fait supprimé.

Les particuliers de tous les ordres, les villes, les provinces ont donné généreusement à tous l'exemple des plus grands sacrifices et renoncé à tous leurs privilèges ; le marquis de Blacons renonça pour le Dauphiné. Quand les députés bretons s'approchèrent du bureau pour faire leur renonciation, Le Chapelier, qui présidait cette mémorable séance, réclama l'honneur de présenter lui-même cet acte solennel, il dit cependant que certains députés étaient liés par des mandats impératifs, mais qu'ils étaient sûrs d'en être délivrés. Delaville-Leroulx déclara que les autres députés qui ne l'étaient pas en faisaient un joyeux abandon.

Telle fut cette fameuse nuit du 4 août 1789, où, l'enthousiasme saisissant tous les cœurs, l'Assemblée offrit le plus magnifique spectacle de grandeur, de générosité et de patriotisme. La Bretagne y perdit ses privilèges, sa personnalité et son indépendance politique. C'était la fin de cette vieille et fière province ! Elle eût pu difficilement conserver sa situa-

tion politique spéciale avec ses Etats, quand l'unité de la France s'affermissait de plus en plus. On voulait détruire la féodalité et ses privilèges et on sacrifiait en même temps les droits qu'une province, qui s'était librement unie à la France, tenait de traités.

Les députés bretons avaient obtenu la *réalisation des principaux vœux exprimés dans les cahiers* : le vote par tête aux Etats et l'égalité devant l'impôt ; le 23 juin, en séance royale, Louis XVI avait bien accordé la délibération et le vote en commun pour les affaires d'une utilité générale, mais cela ne suffisait pas et le 27 juin la fusion des ordres s'opéra, la Constituante fut acclamée : on devait délibérer en commun, par tête, sur toutes les affaires. *L'égalité devant l'impôt* ne sortait-elle pas de la nuit du 4 août qui consacra l'abolition des privilèges, la destruction de la féodalité, la fin de l'ancien régime ?

Le vote par tête donnait au tiers une importance égale à celle des deux autres ordres, mais la sanction royale était-elle nécessaire aux décisions de l'Assemblée force de loi ? Allait-on accorder le veto au roi ? serait-il absolu ou limité ?

Cette question du veto fut longuement étudiée au Club et discutée avec violence à la Constituante. Au Club, elle rompit cette union des députés bretons qui avait fait leur force et provoqué l'admiration de leurs collègues à l'Assemblée.

Le 2 septembre, la municipalité de Rennes avait

envoyé aux députés de la sénéchaussée une adresse contre le veto, dans laquelle elle déclarait que le pouvoir législatif appartient à la nation, le pouvoir exécutif au roi et que les deux doivent être absolument séparés : sera ennemi de la patrie quiconque essaiera de mettre un frein au pouvoir législatif de la nation ! Dans son Cahier, Rennes avait pourtant demandé la sanction royale mais limitée : en cas de refus du roi, la loi devait retourner à l'Assemblée et si elle était votée de nouveau à la majorité des deux tiers elle devenait parfaite. La municipalité de Dinan adhéra à l'adresse de la ville de Rennes, puis celles de Morlaix, de Saint-Pol-de-Léon, Brest, Quimper.

La lecture de cette adresse au Club souleva l'indignation de presque tous les députés qui la trouvèrent injurieuse et refusèrent d'en autoriser l'envoi à l'Assemblée ; elle fut cependant lue par surprise par le député de Dinan à la Constituante qui l'accueillit avec des murmures de désapprobation ; « la flétrissure de cet arrêté, provoquée par une multitude de voix, aurait été assurément proclamée, si l'Assemblée n'avait été arrêtée par une considération particulière pour tous les députés de Bretagne », écrivirent Legendre et Moyot à leurs commettants. Mirabeau dénonça la stupidité de l'adresse, faisant observer que Corbeil, Viroflay et le Point-du-Jour pourraient faire circuler de telles absurdités si on reconnaissait ce droit à Rennes.

Les débats sur le veto furent longs et animés. Sieyès combattit le veto absolu et même suspensif, qu'il regardait comme arbitraire en tendant à diviser la France. Mirabeau défendit d'abord le veto absolu, mais faiblement ; le vice du veto royal pouvait être d'empêcher une bonne loi, et le correctif d'en empêcher une mauvaise, mais Mirabeau changea et se rallia au veto suspensif. Mounier défendit le veto et se rallia à la proposition de Lally-Tollendal d'établir une seconde Assemblée, Chambre haute qui serait juge entre l'Assemblée et le roi.

Le Chapelier s'éleva contre tout veto, conformément à l'arrêté de la municipalité de Rennes, mais contrairement au vœu général de la sénéchaussée de Rennes qui avait demandé dans son cahier la sanction ou les deux tiers des voix au second vote. « Je n'ai pas besoin de suivre strictement ce cahier, car il y a cinq mois les idées sur le droit public étaient moins avancées qu'à présent. »

Le veto absolu fut repoussé ; la majorité y était sincèrement opposée, mais on craignait aussi que, s'il était adopté, la députation bretonne ne viendrait plus à l'Assemblée ; « je crois, écrit Delaville-Leroux, le 11 septembre, jour du vote, qu'il a percé dans l'Assemblée que si le vote absolu passait, la Bretagne rappellerait ses députés ».

Le veto suspensif fut donc voté. Dans une longue lettre aux citoyens de Rennes où il défend son atti-

tude au sujet du veto, Le Chapelier écrit : « on prit les voix sur la question de savoir si le refus suspensif du roi cessera à la première législature, après celle qui aura proposé la loi, ou à la seconde ; les députés de Rennes et presque tous ceux de Bretagne ont été d'avis que le refus cessât à la première » et il essaye de rassurer la Ville de Rennes en disant que le veto pourra être modifié par un article de la Constitution, si on le juge alors nécessaire.

La division régna au sein du Club breton ; les avis r avaient été trop partagés sur la question du veto qui avait occasionné même des discussions violentes ; la communion d'idées des représentants avec leurs électeurs avait été parfaite jusqu'ici, les députés avaient soutenu les vœux exprimés dans les cahiers de la province, mais certaines villes avaient changé d'opinion sur cette question du veto et voulaient imposer aux députés leur nouvelle manière de voir et forcer leurs suffrages, ce qui était contraire à la liberté des débats et à la dignité des élus et quelques-uns de ceux-ci le proclamèrent courageusement dans leurs réponses, faisant en outre remarquer aux municipalités des cités qu'elles outrepassaient leurs droits : « vous n'avez peut-être pas remarqué qu'il n'appartient pas aux municipalités de Bretagne d'exprimer les vœux de la sénéchaussée et qu'elles peuvent encore moins imposer leur autorité aux autres provinces du royaume » (lettre de Legendre

et Moyot, députés de Brest, à la Ville de Brest).

Désunion entre les députés bretons au sein du Club, désaccord de certains avec les municipalités qui les avaient nommés et qui formaient l'élément le plus actif et le plus bruyant des sénateurs, voilà le résultat de la question du veto. Les séances du Club deviennent moins fréquentes et moins suivies, le prestige et l'autorité de ses membres diminuent à l'assemblée ; ils essayent de ramener à eux les défenseurs des vrais principes et « leur salle, écrit Delaville-Leroux fin septembre, est de nouveau ouverte à tous les députés et ils espèrent sauver la cause du peuple par leur conduite qui est la même qu'ils ont tenue avant et après le 17 juin ».

Il y avait des bruits de réaction contre l'assemblée ; la cour avait appelé à Versailles le régiment de Flandre dont les officiers avaient, paraît-il, manifesté leur dédain pour les idées nouvelles ; la foule de Paris, qui commençait à souffrir de la faim, gagne Versailles et envahit le palais ; à l'Assemblée, Bouche, membre paisible du Club, demande que le roi fasse enfin serment de se soumettre et d'obéir à la Déclaration des Droits de l'homme, aux lois constitutives et à la nation (5 octobre), ce qu'il fit purement et simplement le lendemain ; la Constituante se déclara inséparable du souverain, décida de le suivre à Paris et nomma une délégation de trente membres, dont Le Chapelier, pour accompagner Louis XVI à

Paris. Elle continua cependant de siéger à Versailles jusque vers le 15 octobre.

Le Club breton tint aussi quelques séances avant le départ de l'Assemblée ; lui qui avait envisagé son transfert à Paris, sous la garde du peuple de la capitale, à l'époque du 20 juin, se montra opposé à cette mesure à la vue des événements du 5 octobre ; il voyait « l'influence de la populace et aurait voulu y soustraire l'Assemblée en restant à Versailles », et à une réunion du 7 octobre la majorité des députés de la Bretagne était opposée à son départ.

FIN DU CLUB BRETON ET SA TRANSFORMATION EN CLUB DES JACOBINS

Après les journées d'octobre, les députés rejoignirent à Paris le roi qui représentait l'État. Depuis longtemps, le tiers désirait le transfert de l'Assemblée à Paris où le peuple offrirait un appui solide contre les troupes restées fidèles au roi, en cas de dissolution ou d'atteinte à la liberté de la Constituante. Nous avons vu que dès le 20 juin le Club breton, dont l'autorité était prépondérante alors au sein de l'Assemblée, devait proposer de la transporter dans la capitale; la manœuvre de Mounier avec le serment au Jeu de Paume déjoua ce projet.

Que devint le Club?

Quelques-uns prétendent qu'il continua à vivre seul et séparément. Montjoie raconte en effet qu'il se transporta place des Victoires, et qu'il y tint des séances indépendamment du Club des Jacobins de la rue Saint-Honoré, mais aucun autre historien n'en fait mention.

La Réveillère-Lepeaux, qui s'attribue une grande

part dans la fondation du Club des Jacobins, soutient que la Société des Jacobins « ne dut son origine ni au Club breton, ni à une faction particulière ».

Il existe des documents sérieux qui nous permettent d'affirmer que le Club breton fut bien l'origine de la Société appelée d'abord « Société de la Révolution », puis quelque temps après « Société des amis de la Constitution, séants aux Jacobins » et enfin le 21 septembre 1792, jour de la Proclamation de la République « Société des Jacobins, amis de la liberté et de l'égalité. »

Dans ses Mémoires, Barère écrit : « Peu de temps après que l'Assemblée nationale fût venue se fixer à Paris, on vit se former ce Club, devenu si influent, si exclusif, le *Club des Jacobins*... ce qu'on ignore généralement, c'est que ce Club *existait* sous un autre nom et avec des formes moins délibératives, *sous le nom de Club breton* ».

Un extrait du *Journal des Impartiaux* confirme ce fait : « il se tient dans la maison des Jacobins de la rue Saint-Honoré des *assemblées* fréquentes qui ont succédé à celles qui se tenaient à Versailles sous le nom de Comité breton. »

D'après Dubois-Crancé, ancien membre du Club de Versailles, après les journées d'octobre et le transfert de l'Assemblée à Paris, le Club breton fut rompu pendant quelques semaines ; les aristocrates,

intruits par l'exemple du Club, faisaient des réunions et préparaient le bureau de la Constituante et « les avantages que la Cour en obtint forcèrent bientôt les *membres de l'opposition, c'est-à-dire de l'ancien Club*, à chercher les moyens de réorganiser leur réunion... On trouva le prieur des Jacobins de la rue Saint-Honoré disposé à prêter la salle de la bibliothèque du couvent et l'on s'y installa. Le Chapelier fut le premier président et moi le secrétaire. »

Un autre membre du Club breton, qui lui aussi fit partie des Jacobins, Alexandre de Lameth, cite dans son *Histoire de l'Assemblée constituante* les noms des premiers membres de la Société des amis de la Constitution et nous y trouvons les principaux membres du Club breton.

Dans une lettre adressée aux officiers municipaux de Pontivy, Boullé nous fournit des renseignements fort précieux, à la date du 18 décembre 1789, sur la filiation du Club des Jacobins : « Le Comité breton s'est renouvelé ou perfectionné à Paris..... »

Beaucoup de députés se sont réunis d'abord à ceux de la Bretagne; une vaste salle a été louée dans le couvent des Jacobins (Dominicains) de la rue Saint-Honoré. Comme le nombre de ceux qui sont présentés par ces députés et qui méritent d'être admis augmente journellement, le *titre de Comité de Bretagne* vient d'être changé en celui de *Société de la Révolution*. »

Le doute n'est plus permis; le Club des Jacobins procède incontestablement de l'ancien Club breton, mais il est plus nombreux et en outre il est élargi; il comprend en effet la majorité de l'Assemblée et on y admet des personnes étrangères à l'Assemblée constituante « qui recherchent la gloire d'apporter à la Société le tribut de leurs lumières »; on y reçoit 200 citoyens de Paris, des publicistes comme Condorcet, des avocats, des hommes de lettres; la présentation doit d'abord être faite par six membres, mais l'admission devint bientôt plus facile. Des Sociétés des principales villes du royaume demandent la faveur d'une association ou d'une correspondance, ce sont des *affiliés* tout prêts. La Société des Jacobins elle-même étendit son action et créa des assemblées semblables dans tous les départements et même dans beaucoup de districts; dans chaque ville bretonne il y en avait une; ce furent les *Sociétés des amis de la Constitution*.

La Société des Jacobins eut des statuts élaborés en décembre 1789, sans doute suivant les dispositions du décret du 14 décembre 1789 qui reconnaissait aux citoyens le droit de s'assembler paisiblement (1). Elle offrait aussi une *organisation intérieure* complète : le bureau, renouvelé tous les trois mois, comprenait un président, un vice-président, 4 secrétaires, 4 censeurs, 8 commissaires-introducteurs, 12 inspecteurs,

1. Jouet, thèse de Paris, 1891, p. 105 et s.

un trésorier et un archiviste. Enfin 5 Comités fonctionnaient au sein du Club perpétuellement : présentation, correspondance, administration, rapports, surveillance.

L'enfant du Club breton était bien constitué, il avait plus d'organes que son père, et devait faire parler de lui !

Nous sommes certainement loin de l'organisation rudimentaire du Club breton qui ne paraît avoir eu qu'un président et aucun secrétaire, car on ne trouve nulle part de compte rendu officiel des séances ; les étrangers n'y eurent guère accès, et, en tout cas, n'y entrèrent que par hasard et en raison de leurs rapports avec la Bretagne, comme Bertrand de Molleville, ancien intendant de la province, et ils ne prirent pas de part effective aux délibérations.

Toutefois la distinction en deux assemblées reparut lorsque la discussion des affaires de la province força les députés bretons à se réunir entre eux ; ils tinrent alors leurs séances en petit comité dans la salle du Manège, au bureau 27.

Enfin, le 15 janvier 1790, la France fut divisée en 83 départements pour effacer les dernières distinctions des provinces : ce dernier groupement des Bretons fut alors rompu !

Vu et permis d'imprimer :

CHAVEGRIN

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

BIBLIOGRAPHIE

- Aulard.* — Société des Jacobins, t. I.
Bailly. — Mémoires.
Bord (G.). — Revue de la Révolution, t. XII.
Beaulieu. — Essais historiques sur les causes et effets de la Révolution française, t. I.
Brette. — Recueil de documents relatifs à la convocation des Etats généraux.
Buchez et Roux. — Histoire parlementaire de la Révolution, t. II.
Condorcet. — Mémoires sur la Révolution française, t. II.
Dubois-Crancé. — Analyse de la Révolution française.
Duchâtellier. — Histoire de la Révolution en Bretagne, t. I.
Grégoire. — Mémoires, t. I.
Jouet. — Thèse de Paris, 1891.
Kerviler. — Recherches et notes sur les députés de Bretagne aux Etats généraux, 2 volumes.
— Cent ans de représentation bretonne.
Kuhlmann. — Influence of the Breton deputation and the Breton Club in the French Revolution.
La Réveillère-Lepeaux. — Mémoires.
De Lameth (Alex.). — Histoire de l'Assemblée constituante, t. I.
Mallet du Pan. — Mercure britannique, t. V.
Mangourit. — Hérault de la Nation, 1789.

- Michelet.* — Histoire de France, t. XIX, édition 1879.
— Histoire de la Révolution française, t. I.
De Molleville (B.). — Histoire de la Révolution française.
— Mémoires particuliers sur le règne de Louis XVI.
Montjoie. — Histoire de la Révolution française, 2^e partie.
Mounier. — Exposé de ma conduite en 1789.
Pocquet (Barth.). — Origines de la Révolution en Bretagne
t. II.
Taine. — Origines de la France contemporaine, t. II.
Moniteur universel, t. I et II.
Journal des Etats généraux, t. I et II.
Archives nationales H.
Archives départementales du Morbihan et d'Ille-et-Vilaine.
Archives municipales (Rennes, Lorient, Saint-
Brieuc, etc.).
Bulletin des correspondances réunies du clergé et de la
sénéchaussée de Rennes.
Délibérations et procès-verbaux des Etats de Bretagne.
Société d'émulation des Côtes-du-Nord, t. XXVI et XXVII.

